

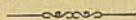
Ad. Ant. Amey

TIRADENTES

(ESQUISSE BIOGRAPHIQUE)

PAR

MONTENEGRO CORDEIRO



*Souvenir du premier Centenaire célébré à Paris
et à Berlin par la Jeunesse Brésilienne*



PARIS

1, Place de l'Estrapade, 1

—
1892

A
923.281
T596M
T
1892

104^e année de la Grande Crise et 4^e de la République brésilienne.

BIBLIOTECA DO SENADO FEDERAL

Este volume acha-se registrado

sob número 2800

do ano de 1976

AVANT-PROPOS

Le 15 mars 1892 quelques étudiants brésiliens se sont réunis dans le but de prendre l'initiative de la célébration à Paris du centenaire de la mort de Tiradentes, le précurseur de l'indépendance politique du Brésil.

Dans cette réunion ils décidèrent :

1° D'adresser, le matin du 21 avril, une dépêche télégraphique à M. le Président de la République du Brésil, en lui témoignant la coparticipation de la jeunesse brésilienne résidente en Europe aux fêtes solennelles qui se célébreront ce jour-là dans tout le pays.

2° D'envoyer un message de félicitation à leurs coreligionnaires du « Club Tiradentes », qui en tout temps a maintenu le culte de la mémoire du grand citoyen (1).

On résolut aussi d'envoyer avec ce message une couronne de chêne et de laurier, en bronze, afin que M. le Président du *Club* la fasse déposer sur le piédestal du monument élevé à Tiradentes dans l'État de Minas-Geraes.

(1) Ce document a été déjà envoyé de manière à arriver au Brésil avant le 21 avril. Je le reproduis dans l'Appendice de cet écrit.

3^o D'inviter les étudiants brésiliens et tous ceux de leurs compatriotes qui se trouvent dans les autres capitales de l'Europe, à s'associer à cette célébration.

Dans des réunions postérieures on décida encore de complimenter, le jour du centenaire, le Ministre du Brésil en France. En outre on déposerait ce jour même des couronnes au pied des statues de Diderot et de Danton, les deux meilleurs représentants, théorique et pratique, des grandes idées qui ont produit la révolution de 1789, dont la révolution brésilienne de 1889 n'a été qu'un simple écho. On déposerait aussi une couronne civique sur la tombe d'Auguste Comte — le philosophe qui a systématisé toutes les aspirations empiriques de la révolution française et qui a aujourd'hui une influence si grande sur le développement social de notre patrie.

Dans la réunion initiale, sur la proposition de M. le D^r Joao Teixeira, on prit d'abord la détermination de publier un recueil choisi de tout ce qui a été écrit d'important sur Tiradentes. Tous les jeunes gens devaient collaborer à la recherche de ces documents. Cette publication serait restée comme souvenir de la commémoration faite à Paris et devait être distribuée abondamment au Brésil et en Europe, dans le but de faire connaître les services rendus par le premier martyr de notre liberté. M. le D^r José Ferreira était aussi d'avis que ce recueil fût précédé d'un article préliminaire, montrant dans un exposé d'ensemble le rôle historique du grand patriote, et proposa pour sa rédaction le signataire de cette brochure. Mais des difficultés pratiques ayant surgi relativement à l'exécution de ce beau

projet dans un si court délai, nous fûmes contraints de nous restreindre à l'article initial.

Si j'accepte, malgré mon insuffisance, la mission que me donnèrent mes compatriotes, c'est parce que j'ai le plus vif désir de m'associer à la jeunesse de mon pays dans l'accomplissement du devoir sacré de célébrer le centenaire du premier père de notre indépendance et de notre constitution républicaine. Tout vrai patriote, quel que soit le lieu où il se trouve, dirigera ce jour-là sa pensée vers sa chère patrie, et sentira son cœur battre d'enthousiasme et de reconnaissance au souvenir du glorieux concitoyen qui a payé de sa tête son sublime dévouement civique. Et c'est surtout à la jeunesse toujours généreuse, et dégagée encore des passions de partis, qu'il appartenait de ne pas laisser dans l'oubli une pareille date. Voilà pourquoi j'ai tenu à lui apporter mon concours, ne fût-ce qu'avec cette modeste publication, qui rappellera du moins que, bien qu'éloignés de la patrie, nous avons su accomplir ce jour-là notre devoir de citoyens.

D'ailleurs, mes amis et moi, nous comprenons que c'est là une occasion propice pour tenter encore de montrer à l'Europe que l'avènement de la République au Brésil n'est pas, — comme on le pense généralement ici, et comme les journaux et revues le répètent chaque jour, — le résultat anormal du dépit et du mécontentement des anciens maîtres d'esclaves servi par l'action insurrectionnelle d'une armée indisciplinée. Nous ferons voir que depuis au moins un siècle, la partie active de la nation s'acheminait vers l'indépendance et la forme républicaine. Et la preuve la

plus éclatante de cela c'est la figure historique dont nous allons célébrer le centenaire. Voilà la thèse que je me propose de développer, sous ce double aspect, dans la mesure de mes moyens et de mes forces.

Membre de l'Apostolat Positiviste du Brésil, acceptant pleinement la direction immédiate de MM. Miguel Lemos R. Teixeira Mendes et Jorge Lagarrigue — les trois premiers apôtres de la Religion Universelle dans l'Amérique du Sud, — c'est, depuis huit ans, la doctrine d'Auguste Comte qui soutient mon cœur et nourrit mon esprit.

Je dis ceci, parce qu'aucun autre mérite que mon affiliation à cet apostolat ne pourrait expliquer la marque de confiance dont mes jeunes compatriotes m'ont honoré, en me choisissant pour écrire cette esquisse biographique. C'est que, suivant eux, je pouvais en ma qualité de positiviste la présenter d'une façon synthétique sous un jour aussi vrai que nouveau.

J'ai donc dû accepter cette tâche, malgré ma destination pratique et mon peu d'aptitudes théoriques.

Voilà la raison d'être et de cet opuscule et de sa signature (1).

Montenegro CORDEIRO.

(1, place de l'Estrapade)

Né à Campos (Rio-de-Janeiro), le 31 juillet 1861.

Paris, le 28 Archimède 104 (le 21 avril 1892).

(1) Je dois indiquer que pour les documents biographiques je me suis servi des ouvrages suivants : *Le Brésil* par Ferdinand Denis ; *Historia de America*, par Diego Barros Arana ; *Historia da Conjuração Mineira*, par Joaquim Norberto de Souza e Silva.

I

INTRODUCTION

II

TIRADENTES : SON ROLE HISTORIQUE

III

CONCLUSION



INTRODUCTION

« Ni le cœur, ni même l'esprit, dit Auguste Comte, ne peuvent dignement monter de la Famille à l'Humanité sans l'entremise de la Patrie. » Pour concevoir l'Humanité, ce véritable Grand-Être destiné à réunir toute notre race sous une même communauté d'amour, de foi et d'activité, il nous faut donc avoir une idée claire et arrêtée de la notion de Patrie.

Suivant le Maître, la Patrie est la réunion de plusieurs familles habitant la même partie de la planète et associées par une activité commune. Attachement à un lieu déterminé de la Terre et sentiment vif et précis de notre concours à une activité collective constituent les deux éléments de notre amour de la Patrie. D'après cela on comprend qu'une Patrie vraiment normale, c'est-à-dire celle dont les impressions cosmologiques et sociologiques se font sentir avec une puissante énergie sur chaque citoyen, ne doit se composer que d'une cité principale environnée des populations moins condensées qui s'y rattachent librement. Ce n'est point le sentiment patriotique, mais le lien religieux qui doit former une plus vaste union parmi les hommes. Il appartient au pouvoir spirituel et non pas au pouvoir temporel d'établir une libre convergence entre les différentes Patries.

Durant le moyen âge, l'Occident présenta le spectacle normal de différentes Patries, ainsi restreintes, réunies par une croyance et un sacerdoce communs. Mais la désorganisation croissante du régime catholico-féodal, affaiblissant de plus en plus le lien spirituel qui unissait les peuples et laissant l'âme humaine, sans guide, abandonnée à tous les égarements des passions égoïstes, a troublé la paix de l'Occident et provoqué les plus effroyables discordes entre les nombreux éléments qui le composaient. Il fallait mettre fin à un tel état de choses, dont la persistance aurait conduit les peuples occidentaux à la plus complète anarchie.

Le remède à une si fâcheuse situation se trouva tout naturellement dans la formation des grandes nationalités, qui permit au pouvoir central d'étendre partout son autorité répressive et de maintenir l'ordre matériel au milieu du désordre spirituel. Ce travail de concentration des forces matérielles entre les mains de la royauté, commencé dès l'aurore de l'âge moderne, au début du xiv^e siècle, était presque terminé à la fin du xv^e. Louis XI restera le principal type des éminents organes qui dirigèrent ce grand mouvement, plus nécessaire en France que partout ailleurs. C'est grâce, en effet, à sa grande extension et à sa forte unité que cette noble nation, devenue depuis le moyen âge le porte-drapeau de notre race, a pu élaborer librement les éléments nécessaires à la réorganisation définitive de la société moderne, sans Dieu ni roi, par le culte systématique de l'Humanité. C'est ainsi surtout que put se développer librement la Révolution française, cette sublime crise destinée à préparer les voies à Auguste Comte, qui, dernier produit de cette suprême gestation de notre espèce, vint enfin coordonner et systématiser toutes les grandes aspirations humaines.

Mais si Auguste Comte a parfaitement fait voir l'utilité de ces grandes nationalités à partir du moyen âge, il a aussi démontré qu'elles ne sauraient subsister sans tyrannie et sans oppression

dans le régime final de l'Humanité vers lequel nous marchons. D'abord parce que l'extension exorbitante des États rend la notion de patrie très vague et même stérile chez les citoyens; ensuite, parce qu'une vaste centralisation politique fait naître fatalement les monopoles, les privilèges, une mauvaise administration locale, des impôts généraux injustes, en somme, des charges qui pèsent lourdement sur les couches sociales les plus faibles au profit des plus fortes. C'est là un phénomène que tout le monde peut observer.

Cependant, à notre époque, l'anarchie mentale et morale arrivée à son apogée, les haines nationales qui menacent journellement d'allumer la guerre dans toute l'Europe, rendent impossible pour le moment la décentralisation politique et tendent à faire maintenir dans toute leur intégrité les grandes nationalités. Mais combien est coûteuse cette intégrité à la masse de la population humaine! A quel point souffrent les classes ouvrières des conséquences de ces vastes concentrations politiques, maintenues par les armées immenses qui couvrent aujourd'hui l'Europe entière! Le prolétariat sait bien ce que lui coûte l'unité de la France, de l'Italie, de l'Allemagne.

Il faut donc mettre fin à un tel état de choses si contraire au bonheur et au libre développement de la société. Il faut que tous nos efforts tendent à préparer ce régime normal de l'avenir, dans lequel toutes les grandes nationalités actuelles se trouveront divisées en petits États entièrement indépendants les uns des autres quant à leur activité pratique, mais profondément reliés entre eux par une même communauté de sentiments et de croyance. On voit ainsi que la solution du problème social de la constitution de la Patrie normale dépend, comme celle de tous les autres, de l'avènement d'une Religion universelle, capable de rallier tous les hommes entre eux. Construire cette Foi finale était le plus grand des problèmes, embrassant tous les autres. Il fut résolu par Auguste Comte qui fonda la

doctrine universelle destinée à mettre fin à la grande crise sociale, dans laquelle tous les peuples de l'Occident de l'Europe et ses expansions de l'Amérique se trouvent plongés depuis un siècle.

Il est évident qu'il ne convient pas que la désagrégation des grandes nationalités se fasse avant que la religion définitive soit assez répandue et qu'elle ait conquis un ascendant décisif sur le plus grand nombre des natures actives de la société. Sous la prépondérance de la foi positive et en obéissant aux besoins locaux de chaque contrée, les nouveaux États se sépareront d'eux-mêmes graduellement, sans secousses, sans désordre matériel, sans victimes, sans haine, comme des enfants arrivés à leur majorité et qui sont assez préparés et assez forts pour constituer de nouveaux foyers indépendants. Et pour cela il ne sera pas nécessaire de couper le lien d'amour et de reconnaissance qui les rattachera toujours subjectivement à la grande mère-patrie d'où ils se sont détachés. L'ancienne association politique conservera à jamais une grande influence morale par le langage commun et les souvenirs historiques.

« Dans l'ordre final, dit Auguste Comte, les États occidentaux n'auront pas une étendue normale supérieure à celle que nous offrent maintenant la Belgique et la Hollande. » Puis il ajoute (1) : « Une population d'un à trois millions d'habitants, au taux ordinaire de soixante par kilomètre carré, constitue, en effet, l'extension convenable aux États vraiment libres. Car on ne doit qualifier ainsi que ceux dont toutes les parties sont réunies, sans aucune violence, par le sentiment spontané d'une active solidarité. »

Auguste Comte a démontré scientifiquement quel doit être le régime final des sociétés humaines, vers lequel nous marchons d'après les impulsions irrésistibles du Passé. Il a expliqué de

(1) *Catéchisme positiviste*, page 300. Edition apostolique. Paris, 1891.

même la marche à suivre pour atteindre ce nouveau régime social ; et, pour fixer les idées, il a déterminé même les époques auxquelles devraient se réaliser les grandes mesures politiques propres à nous y conduire. Dans ces déterminations d'une valeur purement logique, comme lui-même nous en prévient, il a attribué à notre transition révolutionnaire une très grande rapidité, et cela pour stimuler le zèle de ses adhérents, et en se basant sur les circonstances les plus favorables, parmi lesquelles figurait avant tout celle de l'influence de son incomparable génie. Mais sa mort inattendue, la déviation, le découragement et l'anéantissement graduels des ouvriers qui l'avaient entouré pendant sa vie, ont arrêté presque complètement en France la propagation et surtout l'application de sa doctrine. A ces fâcheuses circonstances sont venues s'ajouter les entraves qu'ont mises au progrès de la France les conséquences de la désastreuse guerre de 1870, qui, en éveillant son instinct guerrier, a contribué à la faire dévier de sa noble mission civilisatrice, au détriment de tout le reste de l'Occident. Nous ne devons donc pas être surpris que la prévision suivante du Maître, pour la fin de ce siècle, sur la situation de l'Occident, ne soit pas encore prête à se réaliser : « La prolongation de la paix occidentale, en dissipant les craintes sérieuses d'invasion extérieure et même de coalition rétrograde, fera bientôt sentir partout le besoin de dissoudre paisiblement des agrégations factices désormais dépourvues de vrais motifs. Avant la fin du dix-neuvième siècle, la République française se trouvera librement décomposée en dix-sept républiques indépendantes, formées chacune de cinq départements actuels. La prochaine séparation de l'Irlande doit ensuite conduire à rompre les liens artificiels qui réunissent aujourd'hui l'Écosse et même le pays de Galles à l'Angleterre proprement dite. Une semblable décomposition s'opérant dans tous les États trop vastes, le Portugal et l'Irlande, si nulle division n'y surgit, formeront, au début du siècle suivant, les plus grandes républiques de l'Occident. Alors le sentiment

national devient un véritable intermédiaire entre l'affection domestique et l'amour universel (1). »

Mais, pour en arriver là, il faut que la France, prenant l'initiative que lui confère l'ensemble de ses antécédents historiques, donne l'exemple de sa régénération positiviste. Alors le mouvement régénérateur s'étendra avec une grande rapidité dans tout l'Occident, d'abord dans les pays latins et leurs expansions de l'Amérique du Sud, puis dans le double élément anglo-saxon et son complément de l'Amérique du Nord.

L'histoire nous montre déjà des phénomènes précurseurs de la future désagrégation de tous les grands États de l'Occident. Telle l'indépendance politique des différentes colonies que l'Angleterre et la péninsule ibérique avaient établies en Amérique. « La dissolution graduelle du système colonial, dit Auguste Comte, depuis l'indépendance américaine, n'est, au fond, que le début d'une irrévocable dislocation de toutes les dominations trop vastes qui surgirent depuis la rupture du lien catholique. » Les causes de cette séparation des colonies de leur mère-patrie sont les mêmes que celles qui conduiront dans l'avenir tous les États d'une trop grande extension à se diviser en petites nationalités. Elles proviennent avant tout de la tyrannie, de l'oppression et des abus auxquels se voient exposés les gouvernés, lorsqu'ils se trouvent à une excessive distance du pouvoir directeur. Dans notre étude, en examinant ces causes en détail, nous verrons se confirmer de la même manière le principe théorique d'Auguste Comte sur la nécessité de la dislocation des États trop vastes.

Le grand mouvement de l'émancipation américaine devait nécessairement commencer par l'Amérique du Nord, où la colonisation avait été fondée par l'Angleterre, qui marchait alors à l'avant-garde de l'Occident dans l'essor industriel et philosophique. Refuge continu des esprits les plus indépendants de la

(1) *Catéchisme positiviste*, page 300. Édition apostolique, Paris, 1891.

Grande-Bretagne, les États-Unis ne tardèrent pas à acquérir un grand développement, et ses hommes d'État eurent bientôt la pensée de libérer leur pays de la domination anglaise et d'en faire une nouvelle nation indépendante et républicaine. En cela ils étaient poussés non seulement par les traditions des républicains de Cromwell, mais aussi par l'incomparable mouvement d'émancipation qui travaillait en ce moment l'Europe et surtout la France.

C'était en effet à la fin du XVIII^e siècle. L'ancien système catholico-féodal, graduellement miné de toutes parts, était menacé d'une ruine complète. En même temps l'immense développement qu'avaient acquis l'industrie, la science et l'art, annonçait un régime nouveau pour l'Humanité.

Toutes les nations de l'Occident ont concouru tour à tour à ce double mouvement de décomposition du régime catholico-féodal et de préparation des éléments du régime social définitif. Dans l'élaboration surtout des matériaux qui devaient servir de base à la grande construction religieuse d'Auguste Comte, nous voyons apparaître successivement à l'avant-garde de la grande république occidentale, fondée par Charlemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, l'Allemagne, l'Angleterre et finalement la France. Par cette coparticipation fraternelle, ces pays ont bien montré « leur identité politique fondamentale, soit quant à la dissolution graduelle du régime théologique-militaire, soit pour l'élaboration progressive des nouveaux éléments sociaux. » Mais ce double et grand travail s'était spécialement concentré en France pendant le XVIII^e siècle. Tout y annonçait une prochaine crise régénératrice. Trois écoles célèbres remuaient tous les esprits : deux, celles de Rousseau et de Voltaire qui poursuivaient surtout la destruction de l'ancien régime, et la troisième, celle de Diderot et des principaux Encyclopédistes, qui aspirait à la construction du nouvel ordre social sans Dieu ni roi. Trois phénomènes d'une importance capitale étaient venus affirmer encore plus explicitement les aspirations instinctives de la population vers une

complète émancipation intellectuelle et vers une pleine régénération sociale. « Le premier et le plus décisif fut assurément, dit Auguste Comte, la mémorable abolition des jésuites, commencée là même où la politique rétrograde organisée sous leur influence avait dû être le plus profondément enracinée, et complétée par la sanction solennelle du pouvoir même qu'une telle politique tendait à rétablir dans son antique suprématie européenne. » « Quant au second symptôme précurseur, il résulta peu de temps après le premier, du grand essai de réformation si vainement tenté sous le célèbre ministère de Turgot, dont l'inévitable avortement vint faire unanimement ressortir, soit le besoin d'innovations plus radicales et plus étendues, soit surtout l'évidente nécessité d'une énergique intervention populaire contre les abus inhérents à la politique rétrograde qui dominait depuis le commencement de la troisième phase, et dont la royauté, malgré quelques faibles inclinations personnelles, se reconnaissait par là impuissante à contenir les imminents dangers, quoiqu'elle-même les eût ainsi solennellement proclamés. Enfin la fameuse révolution d'Amérique vint bientôt fournir une occasion capitale de témoigner spontanément l'universelle disposition des esprits français à un ébranlement décisif, en indiquant même déjà la tendance caractéristique à le concevoir comme une crise essentiellement commune à toute l'humanité civilisée. On se forme, en général, une très fautive idée de cette célèbre coopération, où la France assurément, même sous le rapport moral, dut apporter beaucoup plus qu'elle ne put recevoir, surtout en déposant les germes directs d'une pleine émancipation philosophique chez les populations les plus engourdies par le protestantisme. Nous retrouverons, en effet, ci-dessous la véritable influence politique propre à l'insurrection américaine, comme première phase capitale de la destruction nécessaire du système colonial. Mais, quant à son efficacité tant vantée pour préparer la grande Révolution française, elle dut essentiellement se réduire, en réalité, à permettre directement

la manifestation spontanée de l'impulsion décisive imprimée aux populations les plus avancées par l'ensemble de l'ébranlement philosophique du siècle dernier, ainsi que l'eût fait, sans doute, à défaut d'une telle occasion, tout autre événement majeur (1). »

La France a donc eu une très grande influence matérielle et surtout morale sur la proclamation de l'indépendance de l'Amérique du Nord. Cette séparation dont la cause principale résidait dans l'incompatibilité du développement de cette colonie avec le gouvernement oppresseur de la métropole, fut aussi préparée et accélérée par le mouvement d'émancipation totale qui, le siècle dernier, travaillait l'Europe et spécialement la France. Nous savons qu'un des principaux promoteurs de cette célèbre révolution, l'illustre Franklin, est un véritable fils de ce mouvement philosophique et qu'il résida même quelque temps en France.

Le brillant succès de la révolution des États-Unis, combiné avec le souffle révolutionnaire de la France, vint donner le branle aux idées d'indépendance dans les colonies de l'Amérique espagnole et portugaise. Son premier contre-coup eut lieu bientôt au Brésil, en 1789, par cette insurrection de la province de Minas-Geraes, qu'on a appelée la *Conjuração Mineira* et dont le dernier événement fut l'exécution à Rio-de-Janeiro, le 21 avril 1792, de l'illustre Tiradentes, premier martyr de l'indépendance de l'Amérique du Sud.

C'est ce type éminent qui formera l'objet de notre travail. Mais il nous faut avant tout indiquer l'époque et le milieu dans lesquels il surgit, et donner par conséquent, dans ses grandes lignes, l'histoire du Brésil. C'est ainsi que procède l'esprit positif, soit qu'il s'agisse de déterminer le rôle historique d'un grand serviteur de l'Humanité, soit qu'il s'agisse, comme dans le cas présent, d'apprécier un homme dont les services sont plus spé-

(1) *Cours de philosophie positive*. 1^{re} édition, t. VI, p. 349-351.

cialement bornés à sa patrie. Ainsi nous construirons les solides fondements sur lesquels nous pourrons et devons baser notre admiration et notre reconnaissance.

Lorsque le Brésil fut découvert en 1500 par l'amiral portugais Pedro Alvares Cabral qui se dirigeait vers l'Inde à la tête d'une flotte, le gouvernement de Portugal, présidé par le roi D. Manoel, se trouvant alors tout à fait absorbé par la découverte que Vasco de Gama venait d'accomplir, ne donna pas à cet événement l'attention qu'il méritait. Cette indifférence à l'égard d'un pays que les compagnons de Cabral représentaient comme une merveille de beauté et de fécondité, s'explique par l'attrait que produisaient les mines d'or et de pierres précieuses trouvées en Orient, richesses qu'on n'avait pas la certitude de rencontrer au Brésil.

En 1530, D. Jean III, successeur de D. Manoel, apprit que les Espagnols voulaient s'établir sur les bords de la Plata. C'est alors que, craignant de perdre une partie du territoire qui lui appartenait d'après le traité de Tordecillas, il fit partir de Lisbonne une expédition commandée par Martin Alfonso de Souza, dans le but de commencer la colonisation du nouveau pays. En 1532, une mesure gouvernementale vint donner une certaine impulsion au mouvement progressif de la colonisation : l'immense territoire du Brésil fut divisé en 12 capitaineries héréditaires partagées entre douze nobles de la cour portugaise. Quelques-unes de ces capitaineries se développèrent considérablement. En 1549, nous avons à signaler l'importante fondation d'une capitale générale de la colonie dans la ville de Bahia, dont le gouvernement fut donné à dom Thomaz de Souza, aîné d'une des principales familles de la noblesse portugaise.

Mais tandis que le Portugal faisait peupler si lentement sa nouvelle colonie, la cupidité des autres nations de l'Europe s'éveillait et elles tentaient de s'emparer de certaines parties du Brésil. Ces agressions eurent pour résultat d'arrêter le progrès

de ce pays obligé d'être souvent sous les armes pour repousser l'invasion étrangère.

En 1555 eut lieu la première invasion française dans la province de Rio-de-Janeiro avec Durand de Villegaignon, et on ne parvint à expulser entièrement l'armée française qu'en 1567. C'est après ce triomphe, le 20 janvier 1567, que l'on fonda la ville de Rio-de-Janeiro.

En 1580 le trône de Portugal devenu vacant passa à Philippe II d'Espagne, qui se trouva ainsi en possession de sa colonie brésilienne. Les ennemis de l'Espagne devaient naturellement attaquer celle-ci. En 1588 les Anglais saccagèrent Bahia; en 1591 ils mirent le feu à S. Vicente, et en 1595 ils s'emparèrent d'Olinda.

En 1612, les Français, sous les ordres de Daniel de la Touche, envahirent le Maranhão et fondèrent sur une île le fort de Saint-Louis, qui a donné le nom à la ville qu'on y fonda plus tard. Mais ils ne tardèrent pas à être expulsés.

Dans ces luttes les fils du pays rivalisaient d'ardeur avec les Portugais pour repousser les étrangers, et montraient ainsi combien était déjà enraciné chez eux l'amour de la terre qui les avait vu naître.

Bientôt commencèrent les invasions, plus redoutables encore, des Hollandais. En 1624 ils prirent possession de Bahia, mais ils furent expulsés l'année suivante, après un combat décisif, par l'amiral espagnol don Fadrique de Toledo. Cet insuccès ne détourna pas cependant les Hollandais de leur projet de s'établir au Brésil. Ils firent de grands préparatifs pour une nouvelle expédition, et en 1630 une escadre de 64 vaisseaux portant 8,000 hommes, sous les ordres du général Henri de Loncq, se présenta devant Olinda, alors capitale de la province de Pernambuco. La ville, prise à l'improviste, fut occupée sans résistance.

Le prince de Nassau qui était venu rejoindre les troupes hollandaises, et se mettre à la tête du gouvernement de la colonie

qu'elles venaient de conquérir, eut à soutenir des attaques répétées de la part des nationaux. On vit alors un beau et noble spectacle : tous les fils du pays, les descendants des Portugais, les Indiens et les nègres s'unirent fraternellement aux Portugais pour défendre la terre qu'ils aimaient dès leur première enfance, contre l'usurpation armée des envahisseurs. Les troupes brésiliennes étaient composées de trois corps : l'un formé de blancs tant portugais que brésiliens sous les ordres du capitaine Fernando Vieira ; le deuxième formé d'Indiens sous le commandement de leur compatriote Camarão ; le troisième, de nègres commandés par Henrique Dias, nègre lui-même. Par des embuscades, par des ruses, par des actes d'un courage incomparable, ces troupes, presque désarmées, mirent en échec l'armée hollandaise parfaitement disciplinée et possédant toutes les ressources de l'art militaire d'alors.

Après dix ans de combats incessants, en 1654, les Hollandais furent obligés de quitter définitivement le pays. Tel fut le succès obtenu par l'héroïsme des Brésiliens qui combattaient pour la défense de leur terre natale, de leurs foyers, de leurs familles, contre des troupes qui se battaient sans enthousiasme, par soumission à la discipline militaire.

Nous devons à jamais célébrer cette glorieuse défense qui nous fit échapper à l'invasion du protestantisme et à toutes les entraves que les croyances et les habitudes protestantes mettent à la marche des populations vers la religion de l'Humanité. Grâce à la conservation de notre civilisation catholique, le Brésil est resté parmi les nations les plus aptes à embrasser la religion finale, comme le montrent bien les rapides progrès qu'elle y fait en ce moment.

Une cinquantaine d'années de paix s'étaient à peine écoulées, lorsqu'en 1710 une flotte française, commandée par Duclerc, tenta de s'emparer de Rio-de-Janeiro. Mais les Français furent mis en déroute, et Duclerc fut fait prisonnier.

Aussitôt que la nouvelle de cette défaite arriva en France,

on y prépara une nouvelle flotte composée de 16 vaisseaux, sous les ordres de Duguay-Trouin. Celui-ci se présenta devant Rio-de-Janeiro, en septembre 1711, et ne tarda pas à s'emparer de la ville, grâce à l'ineptie militaire de son gouverneur Moraes e Castro.

On parvint à décider les Français à quitter la ville en leur payant une forte somme d'argent, obtenue en grande partie par les dons des particuliers, des dames elles-mêmes qui sacrifièrent généreusement leurs bijoux pour libérer leur patrie du joug étranger.

Tous ces événements mettent en évidence combien était déjà développé le sentiment national au Brésil.

Cette invasion française fut la dernière attaque que le Brésil eut à supporter de la part de l'étranger, et dès lors il put se développer plus librement. Mais en même temps que ses progrès, surgissaient aussi les conflits, les mécontentements, les haines entre les Brésiliens et les colons portugais, entre les fils du pays et le gouvernement de la métropole.

A cette époque on avait déjà découvert des mines d'or et de diamants dans la région qui a conservé jusqu'à nos jours le nom de Minas-Geraes. Ces grandes richesses éveillèrent la cupidité du gouvernement du Portugal. Tous les établissements de mines furent d'abord obligés de payer un fort impôt annuel. La couronne créa ensuite un établissement dans lequel devait être fondu tout l'or extrait des mines, en payant au gouvernement un cinquième. On défendit en même temps l'exportation de l'or en poudre.

En 1729 on découvrit les mines de diamants de Serro-do-Frio, et à peine commencèrent-elles à être exploitées que le gouvernement de la métropole les déclara propriété royale, devant être allouées par contrat.

Toutes ces mesures de la couronne étaient naturellement mal regardées par les fils du pays, qui voyaient en outre toutes les fonctions publiques accordées seulement aux Portugais,

qui n'avaient d'autre souci que celui de s'enrichir rapidement en humiliant et en opprimant les nationaux. De là des haines et des ressentiments qui allaient en croissant de jour en jour.

Avec le gouvernement de dom José II et de son célèbre ministre, le marquis de Pombal, cet état de choses s'améliora considérablement et le pays prit un grand essor dans toutes les branches de l'activité humaine. Cet illustre homme d'État appela bientôt les Brésiliens les plus distingués aux charges de l'administration, favorisa l'immigration, créa deux compagnies de commerce, permit aux navires marchands de sortir et de rentrer au pays quand bon leur semblait, sans être obligés, comme auparavant, de marcher en convoi au grand préjudice du commerce. Il établit en même temps des conventions commerciales avec l'Angleterre pour ouvrir des débouchés aux marchandises brésiliennes.

L'administration intérieure de la grande colonie portugaise reçut aussi une vigoureuse impulsion pendant le gouvernement de l'actif et énergique ministre de dom José II. Grâce à lui, on fonda dix écoles de belles-lettres dans différentes provinces; on construisit des fortifications tout le long de la côte; on éleva des édifices publics, et l'on mit de l'ordre dans les finances. En 1755, le marquis de Pombal fit décréter et mettre en vigueur la loi qui proclamait la liberté des Indiens. En même temps il fit plusieurs règlements en faveur des esclaves, tant nègres que mulâtres.

La capitale de la colonie passa, en 1763, de Bahia à Rio-de-Janeiro, et tout le pays se trouvait alors divisé en huit capitaineries générales ou provinces, à savoir : Rio-de-Janeiro, Parà, Maranhão, Pernambuco, Bahia, S. Paulo, Minas-Geraes et Matogrosso; et en huit gouvernements subalternes : Piauhy, Rio-Grande-do-Norte, Parahiba, Sergipe, Espirito-Santo, Paraná, Santa-Catharina et Rio-Grande-do-Sul.

Les grandes quantités d'or et de diamant qu'on retirait de Minas-Geraes y avaient attiré beaucoup de monde, et cette

province avait acquis un développement considérable, non seulement matériel, mais aussi intellectuel et social. Elle était devenue le noyau le plus important de l'activité civique comme étant à cette époque le plus grand centre de la fortune publique et privée de toute la colonie. Là se trouvaient les Brésiliens les plus instruits, dont plusieurs avaient été élevés dans les grandes capitales de l'Europe ; les premiers poètes et hommes de lettres du Brésil y apparurent.

Une telle convergence de forces et de lumières dans cette partie du pays explique que ce soit là qu'ait surgi la première tentative révolutionnaire contre la domination de la métropole portugaise, tentative connue sous le nom de *Conjuration-Mineira*.

C'est là que nous allons trouver l'homme qui fait l'objet de notre étude.

TIRADENTES

SON ROLE HISTORIQUE

Qui croirait que la Révolution française dût avoir quelque retentissement dans ces régions éloignées. En 1792, ce besoin vague d'indépendance, qui s'est manifesté depuis parmi toutes les populations du Nouveau-Monde, se faisait sentir à Minas-Geraes, et excitait au plus haut degré les craintes du gouvernement. Avant la fin du xviii^e siècle, on buvait déjà, dans un festin, à la liberté future du Brésil; et, si le chef d'un prétendu complot payait de sa tête quelques paroles généreuses mais prématurées, si un poète rempli de charme mourait dans l'exil pour avoir partagé ses vœux, c'est peut-être de ce temps, qu'on a surnommé l'*Inconfidencia de Minas*, qu'il faudra dater un jour pour ce pays l'aurore de sa liberté.

FERDINAND DENIS,

(Collection de l'*Univers pittoresque*. Brésil. Page 331.)

La guerre de l'indépendance qui avait éclaté dans la grande colonie anglaise de l'Amérique préoccupait toute l'Europe.

La nouvelle d'un tel événement alarma le gouvernement portugais, qui présentait le danger dont il était menacé de voir sa vaste colonie de l'Amérique du Sud suivre l'exemple de sa sœur de l'Amérique du Nord.

Cette crainte porta la couronne de Portugal à redoubler d'efforts et de soins afin d'empêcher tout ce qui pouvait conduire sa colonie à se rendre indépendante de la métropole. Cette sollici-

tude, éprouvée et mise en pratique par des hommes qui ne possédaient pas les qualités exceptionnelles exigées par des circonstances aussi délicates, dégénéra bientôt en véritable despotisme.

Le gouvernement portugais obtint, par suite, un résultat absolument contraire à celui qu'il visait.

On abolit la sage mesure de Pombal qui tendait à élever et à honorer les fils du pays, en les nommant aux premières charges publiques. Dès lors les nationaux, quels que fussent leurs mérites, se virent condamnés à rester dans des positions tout à fait subalternes et le plus souvent sous les ordres d'individus manifestement médiocres et incapables.

Ainsi se formaient deux courants de sentiments hostiles qui tendaient à diviser en deux camps la population brésilienne. D'une part le mépris des fonctionnaires portugais pour les fils du pays, qu'ils s'efforçaient d'opprimer et d'exploiter de plus en plus ; d'autre part la haine et l'indignation des nationaux contre ceux qui les méprisaient, les privaient de tout poste élevé et les accablaient d'impôts de plus en plus onéreux et injustes. Les principaux impôts étaient la dime ecclésiastique, le cinquième du produit des mines, le dix pour cent sur les marchandises importées ou exportées, et le produit du monopole de l'État sur la vente du sel, du mercure, des jeux de cartes, de l'eau-de-vie et du savon.

Ces deux éléments antagonistes s'accroissant de jour en jour, provoquaient des discussions continuelles, qui dégénéraient en polémiques violentes et en rixes individuelles.

L'idée de l'indépendance devait donc s'imposer alors spontanément et fatalement aux esprits les plus actifs.

Les jeunes Brésiliens qui allaient faire leurs études à l'Université de Coïmbra trouvaient l'enseignement qu'on y donnait, insuffisant, et, avant de retourner dans leur patrie, faisaient toujours un voyage d'instruction dans l'Europe centrale, où ils s'imprégnaient des idées régénératrices qui enflammaient alors

les esprits en France. Ils recevaient avec enthousiasme les nouvelles de la révolution qui devait aboutir à l'indépendance de l'Amérique du Nord.

Ces jeunes gens de retour au Brésil devenaient des ouvriers spontanés de l'émancipation politique de leur patrie.

L'un d'entre eux, José Joaquim da Maia osa même demander, en 1786, une entrevue au grand Jefferson alors envoyé extraordinaire des États-Unis en France. Le rendez-vous eut lieu à Nîmes. Le jeune Brésilien, après avoir exposé au ministre américain la situation de sa patrie et les probabilités de succès qu'y aurait une tentative d'indépendance, termina en demandant l'appui de la grande république qui venait de se former et pour laquelle le Brésil avait tant de sympathies expliquées d'ailleurs par le lien géographique qui les unissait sur un même continent.

L'illustre ambassadeur lui répondit qu'il ne pouvait dire à ce sujet rien que de purement personnel, car il n'avait aucune instruction de son gouvernement sur une aussi importante question. D'ailleurs, son pays, se trouvant encore agité par des troubles intestins, ne pouvait s'aventurer dans une guerre avec le Portugal, car il avait bien besoin des sympathies des nations européennes. Il ajouta, en terminant, que si la guerre de l'indépendance venait à éclater au Brésil, elle attirerait bien probablement la libre coopération de beaucoup de ses concitoyens à cause des avantages que ce pays pouvait leur offrir.

Étant données ces justes raisons, le jeune Brésilien se retira convaincu des immenses difficultés avec lesquelles son pays aurait à lutter pour se libérer du joug portugais. Sa démarche auprès de Jefferson nous révèle l'ardeur patriotique de son cœur. Peu de temps après, la mort le surprit à Lisbonne, empêchant ainsi qu'il pût jouer un rôle brillant dans les événements ultérieurs de sa patrie.

Cependant les abus de la part du gouvernement portugais, et les mécontentements de la part des Brésiliens allaient toujours

en augmentant. Mais la situation de ceux-ci était encore faible, et ils manquaient des ressources nécessaires pour soutenir une lutte ouverte contre leurs oppresseurs qui avaient tout en mains : fortune publique, armée, industrie, commerce, administration, dont tous les postes étaient occupés par des vassaux de la couronne.

Pendant une sourde mais vive aspiration à l'indépendance animait les esprits. C'était le sujet des conversations les plus intimes et les plus animées entre Brésiliens. Mais on sentait le manque complet d'un chef ayant assez de prestige pour rallier toutes les forces des patriotes ; et les âmes se décourageaient aussi devant le manque de ressources militaires suffisantes pour faire face aux forces portugaises.

L'état de dissémination dans lequel se trouvait encore la population était aussi un grave inconvénient, car, bien que les mécontents fussent nombreux, ils ne pouvaient constituer une grande force, isolés ainsi par d'immenses surfaces de terres inhabitées.

Comme nous l'avons dit dans notre Introduction, c'est à Minas-Geraes que devait surgir d'une façon plus accentuée la pensée de l'indépendance. Il y avait là en effet un groupe de citoyens distingués qui semblait constituer le principal foyer de l'idée d'émancipation parmi les Brésiliens. Dans ce groupe figuraient au premier plan le juge Thomaz Antonio Gonzaga, très apprécié comme poète, le Dr Claudio Manoel da Costa, avocat très habile, qui avait apporté d'Europe une renommée littéraire, et Ignacio José de Alvarenga, diplômé aussi à Coimbra et homme de lettres. On y désignait habituellement, comme chef de la future révolte, le lieutenant-colonel Francisco de Paula Freire de Andrade, fils du comte de Bobadella. Il était né à Rio-de-Janeiro d'une Brésilienne ; et la protection de son père lui avait assuré une carrière facile et rapide jusqu'au grade de vice-commandant du régiment des dragons de Villa-Rica, capitale de Minas-Geraes.

On attribuait à ce groupe l'apparition d'une violente brochure intitulée *Lettres chiliennes*, qui satirisait amèrement l'administration despotique du capitaine-général Luiz da Cunha Andrade, alors gouverneur de Minas-Geraes. D'autres citoyens plus ou moins instruits et patriotes se groupaient autour de ceux que nous venons de citer ; il y avait parmi eux quelques prêtres catholiques d'un mérite réel. Tous étaient vivement préoccupés de l'idée d'émancipation politique de leur terre natale.

Tous ces personnages, cependant, de ladite « *Conjuração mineira* » passent au second plan s'ils sont étudiés à l'aide d'une véritable théorie historique ; quelques-uns se confondent même dans les ombres des derniers rangs et d'autres disparaîtraient tout à fait, si la rigueur inqualifiable et la soif de vengeance des juges portugais ne les avaient transformés en martyrs, comme nous le verrons bientôt.

Lorsque l'on observe le développement successif des faits depuis leur début jusqu'au dernier épisode, et lorsque l'on essaie, sans esprit de parti, sans sympathie de classe, sans préjugés littéraires, de rendre à tous une pleine et impartiale justice, on arrive nécessairement à conclure qu'un homme seul occupe le premier plan dans ce drame historique et qu'il mérite le plus les éloges et les applaudissements de la Postérité, car c'est lui qui se dévoua entièrement et ardemment à la cause commune, et qui mourut pour elle avec le plus grand civisme et le plus de dignité.

Cet homme était Joaquim José da Silva Xavier, vulgairement connu sous le surnom de Tiradentes.

Il naquit en 1748, à S. João d'El-Rei, d'une famille pauvre et modeste. Il se destina d'abord au commerce, comme commis voyageur, et put ainsi aider à l'instruction de ses deux frères qui suivaient la carrière ecclésiastique ; mais son insuccès dans cette profession nous prouve que sa nature n'était même pas animée du degré d'intérêt personnel nécessaire pour réussir dans le commerce. Il entra alors dans la carrière des armes et arriva

au grade de lieutenant dans le régiment de cavalerie commandé par le lieutenant-colonel Andrade. Connu par sa rectitude dans l'accomplissement de ses devoirs, par son courage, il était toujours choisi pour les entreprises les plus difficiles et les plus dangereuses. Cependant, dans ce temps de favoritisme de famille et de classe, dénué de protection et de fortune, il restait toujours sans avancement, malgré ses rares qualités, tandis qu'il voyait ses camarades plus jeunes le devancer et progresser rapidement dans la carrière. Cela l'indignait profondément.

Il n'avait reçu qu'une instruction primaire, mais doué d'une intelligence large et perspicace et d'un caractère actif et entreprenant, il avait acquis une forte somme de connaissances pratiques. Dans l'enfance d'un peuple, le spectacle d'une nature encore sauvage qu'il faut dompter et transformer et la série des besoins que la vie réclame, rendent l'homme industriel ; en outre, le manque de titulaires dans tous les offices oblige les hommes plus adroits et plus laborieux à remplir en même temps plusieurs fonctions. C'est ainsi que le caractère dévoué de Joaquim José da Silva Xavier et son esprit pénétrant le portèrent à acquérir beaucoup de connaissances pratiques, soit dans l'art de bâtir et dans les travaux des mines, soit en chirurgie et en art dentaire. Les grands services qu'il rendait à ses contemporains à l'aide de ces connaissances, surtout dentaires, le rendirent très populaire et très estimé, et cela explique le surnom de *Tiradentes* (dentiste) sous lequel il était connu du peuple et que la Postérité a consacré.

On dit qu'il était si humanitaire que souvent il faisait des voyages de plusieurs lieues pour satisfaire aux appels de quiconque implorait ses secours chirurgicaux. Et il faisait cela le plus souvent en toute générosité, sans rien recevoir pour ses services.

Au physique, c'était un homme de haute taille, robuste, d'une physionomie rude et sévère. Ses grands yeux étaient toujours illuminés par le feu de son âme ardente et passionnée. Il

avait une grande loquacité, et quand l'enthousiasme civique l'animait, il s'exprimait avec une chaleur et une éloquence singulières.

L'illustre chanoine Luis Vieira da Silva disait que « s'il y avait beaucoup d'hommes de la valeur de Tiradentes, on ferait du Brésil une république florissante. »

Si nous ajoutons qu'à ces éminentes qualités venaient se joindre une grande ténacité, une indomptable énergie et un caractère franc et décidé, nous aurons montré que cet homme devait nécessairement constituer l'élément le plus puissant d'une révolte contre l'oppression portugaise au Brésil.

Tandis que les littérateurs vivaient paisiblement dans un platonique dilettantisme politique, passant leur temps à faire de beaux projets sur l'organisation de la future république, Tiradentes, homme d'action avant tout, envisageait sérieusement le problème, étudiant les éléments sur lesquels il pourrait compter. Allant et venant, parcourant le vaste cercle de ses relations, il scrutait les esprits, ravivait les indignations latentes, éclairait l'intelligence et réchauffait le cœur des plus rétrogrades ou des plus passifs.

Comprenant que la province de Minas-Geraes dépendait directement de celle de Rio-de-Janeiro, où se trouvait la capitale de la colonie et son principal port de mer, voyant aussi que la riche et vaste province de S. Paulo était intimement liée aux deux autres, il conclut, dans ses plans révolutionnaires, à la nécessité de soulever en même temps ces trois provinces. Une fois celles-ci libres, il serait facile de faire jeter le cri d'indépendance dans tout le reste de la colonie.

Obéissant à ce plan, il sollicita et obtint un congé de ses chefs et partit pour Rio-de-Janeiro. Dans son voyage, il s'arrêta dans tous les lieux où il avait des relations, et toujours préoccupé de son grand projet, il sondait les esprits, puis y jetait le ferment de l'indignation contre les abus du gouvernement portugais.

En arrivant à Rio-de-Janeiro et en observant de près les forces sur lesquelles comptait le gouvernement, il comprit les immenses difficultés qu'il devait rencontrer à cause du manque d'armements et de capitaux pour les dépenses de la révolution. C'est pour obtenir ces ressources qu'il eut l'idée de prendre la direction d'une grande entreprise ayant pour but d'apporter au centre de la capitale les eaux des petites rivières Andarahy et Macaranã ; la cité se développant, les eaux de la Carioca étaient devenues insuffisantes.

Il avait, en outre, le projet de construire aux bords de la mer, à *Saude*, un vaste magasin de dépôts de marchandises, afin de faciliter le mouvement commercial.

Toutes ces tentatives n'avaient d'autre but que la réalisation de son rêve d'émancipation, car il était convaincu que le jour où il posséderait une fortune importante, il lui serait beaucoup plus facile de réaliser son grand projet. On découvre en tout cela l'homme ardent, dominé par une idée fixe, le champion avancé du progrès, qui, ne trouvant pas autour de lui de collaborateurs remplis du même enthousiasme et de la même ardeur, essaie de s'ouvrir un chemin par lui-même et d'obtenir le concours des plus froids et des plus indifférents.

Tiradentes présenta les plans de ses travaux au vice-roi Luiz de Vasconcellos, mais celui-ci n'y attacha pas d'importance et ne donna aucun encouragement à l'obscur plébéien qui s'aventurait dans d'aussi vastes projets. Ces plans furent cependant réalisés quelques années plus tard, tellement il est vrai qu'ils étaient exécutables et opportuns.

Contrarié, mais toujours soutenu par son ardeur patriotique, Tiradentes continuait à rechercher des adhésions, lorsque le Dr Alvares Maciel arriva à Rio-de-Janeiro, de retour d'Angleterre. Ce jeune homme revenait dans sa patrie, imbu de l'esprit d'émancipation et possédé des idées réformatrices qui préoccupaient alors l'Europe. Tiradentes entra en relations avec lui, et tous deux s'entretenirent longuement de la situation de leur

patrie. Le Dr Maciel fournit à son compatriote beaucoup de renseignements sur les chances d'être bien accueillie en Europe que pouvait avoir la révolte des Brésiliens contre l'oppression de la métropole.

Le contact et les lumières de ce jeune homme, les livres qu'il lui donna, ne pouvaient qu'affermir et accroître les aspirations émancipatrices qui animaient la grande âme de Tiradentes.

En retournant à Villa-Rica, capitale de la province de Minas-Geraes, il y trouva les esprits surexcités par l'arrivée du nouveau gouverneur, le vicomte de Barbacena, qui, disait-on, apportait du Portugal des ordres formels de la reine D. Maria I pour faire recouvrer les rentes arriérées de l'État.

Ce retard était motivé par la diminution croissante de l'extraction de l'or dont les mines commençaient à s'épuiser. Le gouvernement portugais ne voulait pas admettre un semblable motif et attribuait la diminution des rentes à la ruse et à la fraude du peuple; aussi prétendait-il lever un impôt général, au moyen duquel le peuple se trouverait obligé de payer l'ancienne dette qui s'élevait à 3.305 : 472.000 reis (8.263.680 fr., en considérant le franc à 400 reis).

La menace de cette terrible contribution que les Brésiliens ne pourraient payer, en général, que par le séquestre de tous leurs biens, produisit une très fâcheuse impression sur l'esprit public, et il fut décidé entre les chefs de la conjuration en préparation que l'on profiterait de l'apparition du décret sur le nouvel impôt pour exciter la population à une révolte ayant pour but la déposition du gouverneur et la proclamation de la République.

Pendant ce temps Tiradentes n'était pas inactif; avec l'ardeur d'un apôtre, il allait partout, encourageant les timides qui craignaient de s'engager dans une lutte inégale et rendue difficile par le manque de ressources. Il répandait la nouvelle qu'à Rio-de-Janeiro l'on attendait en toute assurance le secours de la nation française pour la guerre de l'indépendance.

Les chefs les plus connus du mouvement d'émancipation se

réunissaient plus souvent ; on lisait avec ferveur l'histoire de la guerre de l'indépendance des États-Unis et l'on commentait sa législation ; on discutait avec chaleur l'organisation de la république, qui devait embrasser d'abord les trois provinces de Rio-de-Janeiro, Minas-Geraes et S. Paulo, et s'étendre de là dans toute la colonie.

Dans une de ces réunions qui eut lieu chez le chef le plus marquant, le lieutenant-colonel Francisco de Paula, il fut résolu que la révolte éclaterait à Villa-Rica, capitale de Minas-Geraes, aussitôt que l'on publierait le décret du nouvel impôt.

L'audacieux Tiradentes demanda pour lui l'action la plus dangereuse, celle d'aller arrêter, avec un groupe de fidèles compagnons, le vicomte de Barbacena, au nom du peuple, ou de le tuer s'il faisait résistance. De là il parcourrait les rues de Villa-Rica en compagnie des siens, afin de soulever tout le peuple, en criant : — Mes amis, ou vaincre ou mourir !

Tiradentes rappela aussi la nécessité d'un drapeau pour la révolution ; on décida qu'il serait blanc comme celui du Portugal, avec un triangle au centre, contenant, d'après la proposition d'Alvarenga, le verset suivant de Virgile : *Libertas quæ sera tamen !*

On parla aussi de l'élection d'un chef, mais les lettrés, pour diviser la responsabilité, s'y opposèrent en disant que ce que l'on voulait c'était beaucoup de têtes et un seul corps — le peuple. Tiradentes fit sentir la nécessité d'un chef suprême, sans lequel l'entreprise resterait à l'état de projet ou ne pourrait aboutir. Plus tard ce furent les juges qui désignèrent ce vrai chef, par le degré de la peine appliquée.

On pensa aussi à la libération des esclaves, comme suite naturelle de la proclamation de la république, mais le Dr Maciel rappela la perturbation que cela causerait dans les travaux des champs et des mines, et l'on résolut de se limiter pour le moment à la libération des créoles et des mulâtres.

Il fut décidé que le Dr Claudio Manoel da Costa resterait

chargé de rédiger les lois. Celles-ci seraient favorables à la masse de la population. La République aurait divers parlements subordonnés à un parlement central. La ville de S. João d'El-Rei serait la capitale de la République. On fonderait à Villa-Rica une université. Des fabriques de poudre et de tissus de coton devaient être créées. Les femmes qui donneraient à la Patrie un certain nombre d'enfants seraient honorées par la République et recevraient un prix provenant du trésor de l'État. Tous les citoyens feraient partie de l'armée, mais ils ne resteraient sous les armes que lorsqu'il serait nécessaire, retournant ensuite à leurs occupations normales. On fonderait un hôtel de la Monnaie. L'extraction des diamants serait libre. La dîme appartiendrait aux curés.

Cette réunion fut la plus importante de celles que tinrent les partisans de la révolution.

Cependant Tiradentes, qui était réellement préoccupé de résoudre le problème de l'indépendance du Brésil, ne pouvait se contenter des projets et des conversations d'un petit groupe de personnes qui se bornaient à des paroles sans rien faire, pour opérer la conversion et le ralliement de la majorité de la population. Mécontent du dilettantisme politique des autres conjurés, il continuait toujours, avec une rare ténacité, à faire partout surgir des sympathies et des adhésions au mouvement insurrectionnel qui se préparait. Son ardeur d'apôtre et son courage incomparable le conduisaient souvent à dépasser dans ses attaques contre le gouvernement et dans ses projets de rébellion les limites que la prudence exigeait dans un moment aussi critique.

Ce fait, qui prouve seulement l'ardeur et la sincérité de son dévouement à la cause de l'indépendance, servit de prétexte aux autres conjurés pour l'éviter et surtout pour cesser de s'entretenir avec lui des plans de la prochaine révolte. Mais au fond il faut voir la cause de ce procédé non seulement dans leur peu d'ardeur et d'enthousiasme, qui se trouvait choqué

de l'exaltation et du dévouement de Tiradentes, mais aussi dans les absurdes antipathies dont ne pouvaient se défaire ces lettrés envers un fils du peuple, presque illettré, et qui, cependant, les surpassait tous en altruisme et en ardeur civique.

Sur ces entrefaites, le gouverneur vicomte de Barbacena prenait toutes les mesures nécessaires pour la mise en vigueur du nouvel impôt.

Tiradentes, découragé par l'incurie et la tiédeur de ses compagnons de sédition, résolut de retourner à Rio-de-Janeiro afin d'y susciter une révolte ; il était convaincu que Minas-Geraes suivrait aussitôt l'exemple de la capitale de la colonie. Dans l'espoir d'avoir plus de succès à Rio, il demanda à ses chefs un nouveau congé, et partit en déclarant que ses compagnons étaient aussi pauvres d'esprit que de cœur, que beaucoup désiraient la révolution, mais qu'aucun ne se mettait en campagne ni ne se souciait de se mettre à la tête du mouvement libérateur. Tiradentes voyageait à cheval, accompagné seulement d'un page mulâtre, son fidèle et inséparable serviteur. Il profitait de son voyage pour visiter les campagnes, afin de se rendre compte de l'état des esprits au point de vue de la révolte.

Dans le lieu appelé la *Encruzilhada do Campo*, Tiradentes, à sa grande surprise, se rencontra avec le colonel Joaquim Silverio dos Reis. Le colonel était Portugais, mais ayant de la famille au Brésil, il s'était rallié à la cause de la révolte, et se trouvait depuis quelque temps mêlé au mouvement révolutionnaire. Il était toutefois un de ceux à qui Tiradentes reprochait de manquer de courage. Joaquim Silverio demanda à l'infatigable agitateur ce qu'il allait faire à Rio-de-Janeiro, et celui-ci lui répondit d'un ton sec et tranchant : « Je vais travailler pour vous ! » Mais au moyen de tours flatteurs et de racontars mensongers, le colonel reconquit la sympathie de Tiradentes, et dans une longue conversation celui-ci s'ouvrit à lui avec toute la confiance du coreligionnaire, lui révélant tous

ses projets et toutes ses espérances. Les deux voyageurs se séparèrent ensuite pour suivre des chemins différents, car Tiradentes se disposait à continuer ses excursions politiques, quoique faisant ainsi une plus longue route.

Tiradentes ne se doutait pas que l'homme auquel il venait de se confier n'était autre que le vil et infâme traître qui, peu de temps auparavant, avait dénoncé le mouvement révolutionnaire au vicomte de Barbacena, et qui était chargé par celui-ci de suivre les traces du dévoué républicain.

A la même époque un autre événement d'une plus grande importance venait surprendre tous les citoyens qui, à Villa-Rica, se trouvaient plus ou moins engagés dans la conjuration : le vicomte de Barbacena, par une circulaire du 23 mars 1789 adressée aux Chambres municipales, faisait suspendre l'élaboration du projet d'impôt qui avait suscité tant de mécontentements dans le pays et dont la promulgation devait être le signal de la révolte.

Dans ce document, le gouverneur essayait de donner le change sur le véritable motif de sa résolution, disant qu'elle avait été prise dans le but de donner du temps pour faire une enquête sur les dettes. Il invitait en même temps les membres des Chambres municipales à lui communiquer leurs informations et leurs avis sur la question.

Cependant ce procédé inespéré du vicomte de Barbacena alarma tous ceux qui se préoccupaient de la révolte, car il était évident, même aux yeux des plus naïfs, que le gouverneur avait été prévenu sur ce qui se passait au sein de la population, et qu'il voulait gagner du temps pour faire des perquisitions et prendre ses mesures de sécurité et de répression.

A ce moment Tiradentes arrivait à Rio-de-Janeiro, après une longue excursion à travers les villages et les bourgades des deux provinces, où il avait sans cesse répandu les germes de la rébellion, avec une habileté prodigieuse de propagandiste, employant des moyens appropriés pour chaque individu. A

Minas-Geraes, il exaltait les âmes tièdes et indifférentes en parlant de l'ardeur et du dévouement des habitants de Rio-de-Janeiro, et dans cette province, il excitait le civisme et l'abnégation des plus pusillanimes en parlant avec une chaleur simulée de l'héroïsme de ses concitoyens de Minas-Geraes. Sa loquacité et son ardente imagination lui étaient d'un grand secours dans les ingrats travaux de son rôle difficile d'apôtre d'une idée à laquelle la majorité ne pouvait encore croire sans crainte et sans défiance. Il créait de toutes pièces des personnages riches et puissants faisant partie de la conjuration ; il imaginait des scènes du plus grand courage à l'honneur de ses nombreux compagnons ; il répétait des phrases pleines d'enthousiasme et de patriotisme, qu'il attribuait aux Brésiliens les plus accrédités parmi le peuple. Il décrivait ensuite l'état présent du pays sous les couleurs les plus noires et les plus terribles, puis, par un saisissant contraste, il traçait le tableau de la future République sous les plus brillantes couleurs, faisant voir à quel point tout le monde gagnerait au changement de la forme de gouvernement.

Après ce long pèlerinage politique, Tiradentes rentra dans la capitale de la colonie, rempli d'amertume et fort mécontent de ses coreligionnaires de Minas-Geraes. En outre il avait reçu de son commandant, le lieutenant-colonel Francisco de Paula, l'ordre secret de ne plus parler à personne de la révolte, et de dire même aux personnes qui étaient dans le complot de ne plus y penser, car la promulgation du nouvel impôt ne se faisant pas, la révolution n'avait plus la même raison d'être.

Mais Tiradentes, d'une trempe d'âme très supérieure à celle de son commandant et de ses coreligionnaires, n'était pas homme à reculer pour un aussi futile prétexte. Pour lui la promulgation de l'impôt ne devait être que l'indication du moment le plus propice pour faire éclater la révolution, mais non pas sa cause fondamentale ; celle-ci n'était autre que l'état d'oppression et d'avilissement dans lequel se trouvait le peuple sous le joug des étrangers.

A peine installé à Rio-de-Janeiro, Tiradentes renoua ses anciennes relations qui étaient très nombreuses à cause de ses services chirurgicaux et dentaires. Quoique ne connaissant ni l'anglais ni le français, il était toujours porteur de quelques volumes écrits en ces langues et lorsqu'il rencontrait quelque personne de confiance sachant les lire, il ne manquait jamais de se faire traduire quelque chapitre de ces ouvrages ayant pour objet l'histoire de la guerre de l'indépendance de l'Amérique du Nord et le recueil des lois constitutionnelles de ce pays.

Pendant ce temps un traître infâme, déguisant son cœur perfide sous le masque de la solidarité politique et cachant sous le manteau d'une apparente amitié une arme fratricide, était là épiant jour et nuit les pas du citoyen magnanime.

Le colonel Joaquim Silverio dos Reis se trouvait déjà à Rio-de-Janeiro; il était venu demeurer en face de la maison de Tiradentes afin de surveiller, suivant les ordres du vice-roi, les démarches du fier et audacieux Brésilien, qui seul avait assez de courage et d'élévation d'âme pour rêver à l'indépendance de son pays dans un temps où tout était servilisme, lâcheté et basse adulation.

Joaquim Silverio dos Reis était venu de Portugal très jeune encore. Fils d'une famille noble de la cour portugaise, il jouissait d'une protection scandaleuse de la part des gouverneurs de Minas-Geraes, grâce à laquelle il fit fortune en peu d'années. Il était un des plus forts débiteurs du fisc, que ses hautes protections lui permettaient de narguer. Il possédait à la campagne plusieurs domaines, beaucoup de bétail, et un grand nombre d'esclaves. Homme d'une instruction très limitée et sans énergie de caractère, il se trouva dans une situation équivoque d'où il ne put sortir que de la façon la plus malheureuse et la plus indigne. Au débat ses intérêts personnels et ses nombreuses relations parmi les Brésiliens le poussèrent à adhérer à la cause de la révolution. Mais ensuite l'appui, les faveurs et les marques

répétées de confiance qu'il recevait du gouvernement le rendirent hésitant et timide et finirent par le dominer. Il décida alors de tout révéler au vicomte de Barbacena. Celui-ci, informé du départ de Tiradentes pour Rio-de-Janeiro, donna ordre au délateur de le suivre, et de faire savoir au vice-roi tout ce qu'il pourrait apprendre sur une action aussi noire de la part des colons.

Joaquim Silverio, craignant de se compromettre vis-à-vis de la population, voulut d'abord se soustraire à cette obligation, mais le vicomte lui imposa très sévèrement ce rôle. Ainsi il avait tout appris au vice-roi. Celui-ci l'avait chargé de suivre secrètement les pas de Tiradentes à Rio-de Janeiro ; en outre il avait pris immédiatement des mesures de sûreté.

Le vice-roi fit courir le bruit qu'une escadre française allait de nouveau attaquer Rio-de-Janeiro, et, se basant sur cette fausse nouvelle, il ordonna un recrutement spécial afin d'augmenter la force armée. Il remplaça immédiatement par un régiment de dragons de Rio celui qui se trouvait à Villa-Rica, et il envoya encore à cette ville un renfort de deux compagnies d'infanterie.

En même temps il fit préparer sans bruit de nombreuses cellules dans les forteresses de *Ilha das Cobras* et de *Villegaignon*, dans les forts des collines du *Castello* et de la *Conceição*, et fit construire dans son palais même diverses prisons secrètes.

Tandis qu'il déployait toute son activité pour empêcher la conjuration, le vice-roi en informait la cour de Lisbonne, montrant l'horreur de la rébellion qui se préparait dans les trois plus riches et plus florissantes provinces de la colonie.

Le peuple cependant pressentait déjà qu'il se préparait quelque chose contre le mouvement révolutionnaire et que la vengeance de l'autorité allait bientôt éclater. Une terreur secrète s'emparait de la population, comme si elle se sentait menacée d'une cruelle épidémie.

Dans ces époques de servilisme et de dégradation des caractères, l'hypocrisie abonde chez la plupart des hommes. Aussi s'efforçait-on généralement de se montrer indifférent et étranger à ce qui se passait.

Tiradentes comprit ce qui se tramait. Il s'aperçut qu'il était suivi partout par deux soldats déguisés en civils, que ses moindres actions étaient observées, que les personnes qui naguère approuvaient chaudement ses paroles et ses projets, l'injuriaient maintenant et le traitaient de fou, que ses propres amis l'évitaient et ne voulaient plus le recevoir chez eux.

Profondément affecté d'une telle situation, il résolut de se retirer aux environs de la ville, et de tuer à coups d'épée les deux soldats travestis qui l'accompagnaient partout comme deux ombres. Mais son ami Xavier Machado lui fit observer que ces hommes devaient être envoyés par le vice-roi et que par une action aussi téméraire il aggraverait encore sa situation.

Les cœurs droits et bien nés obéissent toujours spontanément à la première loi de philosophie première : former l'hypothèse la plus simple et la plus sympathique que comporte l'ensemble des renseignements à représenter. Cela explique la bonne foi de Tiradentes qui ne pouvait s'imaginer jusqu'où en arriverait l'hypocrisie et la bassesse du colonel Joaquim Silverio. Voyant en lui un coreligionnaire, il le chercha, puis épancha dans le sein de ce faux ami les sentiments d'indignation que lui inspirait la dure persécution qui lui était infligée. Le colonel Joaquim Silverio le tranquillisa avec la plus grande astuce, lui disant de ne pas attacher d'importance aux bruits en circulation et aux intrigues dont il lui parlait.

Tiradentes, se voyant toujours suivi et surveillé, prit une résolution héroïque. Assuré qu'il n'y avait contre lui aucune preuve matérielle, il résolut de sortir de ce désagréable état de choses par un coup décisif. Il demanda et obtint une audience du vice-roi. Il se plaignit amèrement d'être poursuivi et épié partout, ce qui lui créait une situation fautive et gênante, à laquelle sa

dignité ne lui permettait pas de se soumettre; et il ajoutait que, si on le croyait criminel, on devait le faire arrêter et le soumettre à un jugement, que c'était la manière légale de punir les citoyens.

Le vice-roi, qui attendait quelques instructions de la métropole pour commencer les représailles du gouvernement contre le mouvement révolutionnaire, ne voulait pas donner le signal d'alarme en emprisonnant Tiradentes. Il l'écouta avec une feinte bonté, et se borna à répondre qu'il ne savait rien. Alors Tiradentes demanda la permission de retourner dans sa province, son congé étant terminé. Le vice-roi lui répondit de ne pas se préoccuper de cela, que lui-même ferait prolonger sa permission, car il l'avait distingué et l'estimait.

Une bienveillance si inattendue, une générosité si singulière dévoilèrent à Tiradentes la vérité tout entière, et il se considéra comme perdu. Il n'y avait pas d'autre moyen que la fuite pour échapper aux pièges qu'on lui avait tendus. Pour cela il lui fallait d'abord trouver un lieu sûr où il pût se cacher en attendant le moment opportun pour s'évader de la ville sous un déguisement. Mais où trouver un appui et un asile alors que tout le monde le montrait au doigt comme point de mire des haines et des vengeances du gouvernement? Les personnes qu'il ne connaissait pas le signalaient; celles qui le connaissaient feignaient de ne pas le reconnaître, et ses amis et compagnons, pour détourner d'eux-mêmes le soupçon de participer aux projets de rébellion, le critiquaient et l'injuriaient amèrement.

Il se vit donc dépourvu d'argent, de protection, et semblable à un être dangereux devant lequel tout le monde fuyait et fermait ses portes.

Une femme au cœur généreux, qui lui avait voué depuis des années une estime et une reconnaissance profondes, vint à son secours dans cette triste situation. C'était madame veuve D. Ignacia Gertrudes de Almeida. Elle avait eu une fille gravement malade d'une plaie à la jambe que les médecins qui la soignaient n'a-

vaient pu guérir. L'ayant alors confiée aux soins de Tiradentes, déjà très renommé comme chirurgien, il fut si heureux dans son traitement qu'au bout de trois mois la malade était entièrement guérie. Ce bienfait avait laissé dans ces deux cœurs féminins un profond sentiment de gratitude, qui les portait à secourir leur ancien ami dans les critiques circonstances qu'il traversait.

D. Gertrudes fit observer à Tiradentes qu'étant veuve et ayant une fille demoiselle, il ne lui était pas possible de l'accueillir chez elle; mais qu'elle s'était déjà concertée avec son vieil ami Domingos Fernandes da Costa, orfèvre établi dans la rue des Latoeiros (1). Cet homme jouissait d'une si grande réputation de gravité et d'honorabilité que personne ne se douterait que Tiradentes pût être réfugié chez lui.

Le soir du 7 mai, Tiradentes se retira dans l'asile qu'on lui offrait, où il espérait, avec l'aide de son page qui restait libre et la protection de quelques amis, obtenir de l'argent et des moyens de transport pour s'enfuir dans la province de Minas-Geraes. Là il trouverait plus facilement un abri contre les persécutions du gouvernement. Le lendemain de la fuite de Tiradentes, les personnes chargées de le surveiller remarquant son absence en rendirent compte au vice-roi. Celui-ci envoya immédiatement un cavalier chez Tiradentes, pour lui intimer l'ordre de se présenter sans retard au palais du gouvernement. Le mulâtre répondit au soldat que son maître avait disparu sans que l'on sût où il était allé. Cette nouvelle mit le vice-roi en fureur. Toute la ville fut troublée par le mouvement de sentinelles et de soldats à cheval qui partaient dans toutes les directions à la recherche du grand citoyen. Un soldat se présenta chez Tiradentes et conduisit son ancien page en prison. Le mulâtre prouva la fidélité et l'amour qu'il avait pour son maître, en se gardant de rien avouer, malgré les tortures qu'on lui fit endurer afin de l'obliger à déclarer le lieu où se cachait l'illustre patriote.

(1) Aujourd'hui de Gonçalves Dias.

Parmi le petit nombre de personnes connaissant le lieu de refuge de Tiradentes, se trouvait le prêtre Ignacio Nogueira, neveu et filleul de D. Gertrudes. Il servait d'intermédiaire pour permettre au fugitif de communiquer avec l'extérieur.

Tiradentes, ayant appris l'emprisonnement de son fidèle maître et les actives recherches qui se faisaient pour sa propre arrestation, en demeura très consterné, et demanda au prêtre Ignacio Nogueira d'aller trouver son coreligionnaire le colonel Joaquim Silverio pour savoir s'il pourrait l'aider dans sa fuite. Le bon prêtre satisfait à sa demande, mais il remarqua que lorsqu'il prononça le nom de Tiradentes, le colonel Joaquim Silverio éprouva une vive émotion. Celui-ci lui demanda immédiatement s'il connaissait la gravité de ce dont il venait lui parler et lui intima ensuite l'ordre de découvrir le lieu où se cachait Tiradentes. Le prêtre s'aperçut alors que cet homme était le traître du mouvement révolutionnaire, et s'efforçant de le calmer, il affirma ne pas connaître l'asile où se trouvait Tiradentes, déclarant que celui-ci lui avait parlé à la porte de sa propre maison.

Peu de temps après un peloton de soldats se présentait à la maison du père Ignacio Nogueira, le mettait en état d'arrestation et le conduisait devant le vice-roi. On fit les plus grands efforts pour arracher au prêtre son secret. Comme il résistait, on le menaça de tortures inquisitoriales, et devant la colère déchaînée de Luiz de Vasconcellos, le révérend père dut enfin fléchir, et avoua la vérité. Quelques moments après un corps d'infanterie entourait la maison de Domingos Fernandes, arrêtait Tiradentes, s'emparait de ses bagages et de ses papiers et le conduisait dans une des cellules secrètes du palais du vice-roi.

La nouvelle de l'arrestation se répandit dans la ville avec la rapidité de l'éclair, portant partout la consternation et la terreur.

Les jours suivants, toutes les personnes qui avaient tenté de protéger et de sauver Tiradentes furent arrêtées, y compris le noble orfèvre Domingos Fernandes, dont on confisqua tous les biens.

Tandis que ceci se passait à Rio, le mouvement révolutionnaire de la province de Minas-Geraes se maintenait dans un état de complète stagnation. La nouvelle des emprisonnements effectués dans la capitale de la colonie se répandit le 20 mai à Villa-Rica.

Le 23, dès la première heure du matin, la maison du juge Gonzaga se trouvait entourée d'une troupe commandée par le colonel Rebello, qui le faisait bientôt arrêter. Le lendemain on conduisait Gonzaga attaché sur un cheval, et sous bonne escorte, à Rio-de-Janeiro. Le peuple humilié et abattu assista au triste spectacle de ce départ, sans le moindre mouvement d'indignation ou de colère.

Gonzaga devait penser alors que la rébellion n'aurait pas si aisément échoué si elle avait eu des chefs dévoués et distingués, s'appuyant directement sur le sentiment populaire.

Le gouvernement procéda avec une extrême lenteur à l'emprisonnement de toutes les personnes suspectes d'avoir pris part à la conspiration. Il agissait ainsi dans le but délibéré de laisser le temps aux antipathies entre Portugais et Brésiliens, aux intrigues de clochers, aux vengeances personnelles, de signaler un plus grand nombre de personnes compromises dans la rébellion. Les délations les moins fondées donnaient lieu à l'emprisonnement immédiat des personnes qu'elles visaient, et, selon les habitudes du temps, au séquestre de tous leurs biens, laissant leur famille réduite à la misère.

Le gouvernement avait trouvé là sa machine de guerre pour punir la population, et s'en servait avec tous les raffinements du système inquisitorial.

Les prisons regorgeaient d'hommes qui attendaient un jugement où l'on prouvât leur crime. Le vice-roi ne fit commencer le procès, par l'interrogatoire des prisonniers, qu'en novembre 1789.

Le Dr. Claudio Manoel da Costa qui, dès son emprisonnement, s'était montré très abattu moralement et en proie à la

peur, avait tout nié dans le premier interrogatoire. Le matin du 4 juillet 1789, il fut trouvé mort dans sa cellule. Le malheureux, dépourvu de l'énergie et du civisme nécessaires pour soutenir ses vagues aspirations à l'indépendance, s'était lâchement suicidé.

Le juge Gonzaga déclara qu'il ignorait absolument de tels projets de conjuration, et nia avoir pris la moindre participation à cette tentative de rébellion. Alvarenga tenta de se soustraire à toutes les accusations, rejetant toute la faute sur ses compagnons et sur ses amis.

Au contraire, l'héroïque Tiradentes avoua toute la vérité, et pour n'impliquer dans l'affaire aucun de ses anciens camarades, il s'attribua toute la culpabilité. Sa générosité fut extrême envers Gonzaga dont il était l'ennemi personnel à cause de son inaction et de ses négligences dans l'organisation de la conjuration. Confronté avec lui, il déclara à diverses reprises qu'il trouvait étrange que l'on fit tant de questions à ce juge, car il n'avait pas connaissance qu'il eût pris part à la conjuration. En même temps il fit son éloge, comme étant un bon fonctionnaire, ainsi que tout le monde le reconnaissait d'ailleurs à Villa-Rica.

Les autres dépositions furent depourvues d'intérêt, à l'exception cependant de celle du chanoine Vieira da Silva qui, sans nier sa passion pour la lecture de l'histoire de l'indépendance des États-Unis de l'Amérique du Nord, défendit avec énergie son innocence, montrant l'élévation de ses mérites et l'ardeur de son amour pour la Patrie. Il termina même en prophétisant la prochaine indépendance du pays qui l'avait vu naître.

Le 6 juin 1790, Luiz de Vasconcellos transmit sa charge de vice-roi au comte de Rezende, puis il partit pour le Portugal, très heureux d'avoir montré, par son énergie et sa sévérité, combien il avait été fidèle et utile au trône, espérant sans doute obtenir de lui la juste récompense de ses services.

Le procès se poursuivait le plus lentement possible, laissant

quantité de personnes, coupables ou innocentes, emprisonnées dans de petites cellules sans air et sans lumière.

Le conseiller Coutinho venait d'arriver du Portugal, avec un grand personnel auxiliaire, pour se charger de la direction suprême du procès. Il était porteur de pleins pouvoirs pour juger sommairement les coupables; communication des sentences devait être faite au gouvernement royal. Les délinquants ecclésiastiques seraient jugés séparément.

On recommença l'interrogatoire des vingt-neuf prisonniers que l'on maintenait au secret. Cet interrogatoire ne fut déclaré terminé que le 21 octobre 1791. Pour comble d'ironie, on ne nomma qu'un seul avocat pour la défense de tous les accusés, et on ne lui donna que cinq jours pour étudier le procès des vingt-neuf inculpés encore vivants, et de ceux, au nombre de trois, qui étaient morts dans les prisons. Ce défenseur était le bachelier brésilien Oliveira Fagundes.

Le gouvernement donnait au procès les allures les plus mystérieuses et les plus sombres, afin de terroriser profondément la population. Les rumeurs les plus alarmantes circulaient, et personne ne doutait que Rio-de-Janeiro ne fût prochainement le théâtre d'un horrible massacre.

Enfin, à une heure avancée de la nuit du 17 avril 1792, les prisonniers furent retirés des diverses prisons où ils se trouvaient, et conduits sous escorte armée à la prison publique principale, au milieu d'une population qui suivait des yeux avec terreur d'aussi lugubres préparatifs. Le gouvernement avait fait garnir la chapelle de la prison de tous les ornements funèbres, et une file de soldats armés de fusils, la baïonnette au canon, entourait toute la salle.

En même temps on érigeait sur la place de Lampadoza (1)

(1) Cette place, disparue aujourd'hui, est occupée par l'édifice du dépôt central des voitures de l'entreprise funéraire qui se trouve dans la rue du Visconde do Rio Branco n° 36.

une potence d'une hauteur colossale, pour que le spectacle de l'exécution pût être contemplé par le plus grand nombre possible de spectateurs.

Le Conseil, venu expressément du Portugal pour instruire ce procès, se réunit le 18 avril en séance solennelle, sous la présidence du comte vice-roi. Cette séance, commencée à huit heures du matin, ne se termina que le lendemain à deux heures du matin. Le gouvernement, pour donner à tous ses actes la solennité tragique de l'inquisition, choisissait les heures calmes et tristes de la nuit. Le 19, à la première heure du matin, le juge Rocha entra dans la salle où se trouvaient les prisonniers entourés de religieux franciscains; comme secrétaire du conseil, il commença la lecture d'une longue sentence qui dura deux heures. Après avoir exposé longuement les causes du procès, accusant les Brésiliens de trames perfides et infâmes, il terminait par l'énoncé des condamnations.

Le Conseil se montra juste en donnant à Tiradentes les honneurs de la première place. Il fut condamné à mourir par la potence. Sa tête serait ensuite coupée et exposée sur un poteau, dans le lieu le plus fréquenté de Villa-Rica, pour servir d'exemple au peuple. Son corps, coupé en morceaux, serait attaché à divers poteaux répartis sur le chemin de Rio à Minas-Geraes. Ses fils et ses petits-fils seraient qualifiés d'infâmes. Tous ses biens seraient confisqués au profit du fisc et de la Chambre royale.

La maison dans laquelle il vivait à Villa-Rica serait rasée jusqu'à ses fondements, et le sol stérilisé avec du sel.

Le Dr Maciel, Alvarenga, Francisco de Paula, Abreu Vieira, Francisco Antonio, Luiz Vaz, Amaral Gurgel, Rezende Costa père, Rezende Costa fils, et Vidal de Barboza étaient aussi condamnés à la peine capitale.

Les fils et les petits-fils du Dr Claudio Manoel da Costa qui s'était suicidé dans la prison furent déclarés infâmes. Gonzaga, Vicente Vieira, Ayres Gomes, Costa Rodriguez et Oliveira

Lopes furent condamnés à l'exil perpétuel dans les possessions de la côte d'Afrique.

Gonçalves Coelho et Jozé Borges étaient condamnés à la peine du fouet en place publique, à cheminer autour de la potence avec une corde au cou, puis à l'exil à Angola.

Dias da Motta était condamné à dix ans d'exil à Benguela.

On déclara encore que tout exilé qui reviendrait au Brésil, subirait la peine de mort.

Les délinquants ecclésiastiques qui avaient été enfermés dans la forteresse de l'île des *Cobras* furent jugés secrètement. De là on les conduisit à Lisbonne, à bord de la frégate *Golphinho*, sous la conduite du capitaine de vaisseau Souto Maior. Ils furent incarcérés dans la forteresse de S. Julião da Barra.

La nouvelle de ces cruelles sentences, qui se répandit comme un souffle glacial sur toute la ville, produisit l'effet terrifiant que le gouvernement souhaitait. La plupart des familles brésiliennes aisées s'étaient retirées aux environs de la ville pour ne pas assister à des scènes aussi désolantes. Les maisons étaient pour la plupart fermées, et le peuple errait dans les rues, préoccupé et abattu par la terreur, parlant bas, se lamentant timidement des malheurs du pays.

Le 20 avril les condamnés, toujours menottes aux mains, furent conduits à la chapelle de la prison publique, pour y entendre une messe dite spécialement pour les âmes de ceux qui allaient subir la peine capitale.

La messe terminée, le secrétaire du Conseil parut, apportant une rectification à la sentence. Il lut d'abord une lettre royale datée du 15 octobre 1790, par laquelle on apprit que le gouvernement colonial était autorisé depuis longtemps à diminuer les peines des condamnés. Mais ce gouvernement employait librement tous les subterfuges pour prolonger le martyre des malheureux prisonniers et pour maintenir le peuple sous la plus déprimante impression.

Le secrétaire donna ensuite lecture de la rectification par

laquelle la peine capitale était commuée en celle de l'exil, sauf pour Tiradentes. Une diminution de peine aussi considérable devait naturellement provoquer chez les condamnés et dans la population un élan de gratitude pour la clémence du gouvernement ; c'est à cela que visaient les membres du Conseil.

Un mouvement de satisfaction et de soulagement s'empara de la population ; les églises se remplissaient et le peuple y rendait grâces au ciel de l'atténuation d'un aussi terrifiant jugement.

Les condamnés renaissaient à l'espérance, tandis que les geôliers leur ôtaient les menottes. Tous se livraient à des manifestations de joie. Au milieu de cette scène d'allégresse, un seul homme restait mains et pieds liés, avec la certitude de subir la peine de mort. C'était Tiradentes.

Il souriait et, les yeux remplis de larmes de satisfaction, félicitait ses compagnons, leur disant qu'il se trouvait réconforté et heureux d'être seul destiné à marcher au supplice, qu'ainsi il se sentirait plus de courage, puisqu'il n'entraînait avec lui aucun de ses compatriotes et amis. Ce trait de haute générosité suffirait pour nous convaincre de la grandeur d'âme de l'héroïque citoyen. D'ailleurs, il avait conscience d'avoir été le principal promoteur de la tentative révolutionnaire, cause de l'arrestation et de la condamnation de tant de personnes ; ayant toujours revendiqué devant les juges toute la culpabilité, il acceptait dignement et civiquement la responsabilité de ses actes.

C'était le 21 avril 1792, deux cent quatre-vingt-douze ans après la découverte du Brésil par le Portugal. Le gouvernement avait pris toutes les mesures voulues pour donner la plus grande solennité à l'exécution de Tiradentes. Il se proposait ainsi d'impressionner le plus possible la population, de la terroriser, en sorte qu'elle n'osât plus se révolter contre le joug du Portugal.

L'entrée et la sortie des navires avaient été interdites ; le commerce et le mouvement du port furent paralysés.

En même temps, utilisant son pouvoir absolu, le gouvernement mit ses agents en action pour exciter le peuple à donner des marques de réjouissance, comme s'il s'agissait d'un jour de fête nationale.

Dès le matin la ville était sillonnée de troupes en mouvement. Toutes les forces enrégimentées étaient sous les armes. On entendait partout le son des clairons, le roulement des tambours, les pas des chevaux et le bruit des armes.

Les rues se remplissaient de curieux stupéfaits devant un si bruyant spectacle et que la terreur rendait muets.

Sur les murs étaient affichés des édits invitant le peuple à faire des démonstrations de joie et à illuminer les façades des maisons pendant trois jours, menaçant de punitions ceux qui ne le feraient pas.

Les balcons des maisons habitées par les principales familles étaient recouverts de riches draperies de soie aux couleurs variées.

On y voyait les enfants en habits de fête, et les dames en costume de bal.

La troupe était en grande tenue. Les officiers, les aides-de-camp, les auditeurs et les autres autorités avaient revêtu leur uniforme de gala, orné de festons de fleurs. Les chevaux qu'ils montaient avaient des fers en argent; leur crinière et leur queue étaient entrelacées de rubans roses. Les harnais et les étriers étaient également d'argent et d'or. Les couvertures des chevaux et les housses étaient de velours et de soie frangés d'or.

On voyait passer, de côté et d'autre, le général de brigade Alvarès de Andrade, monté sur un superbe cheval, accompagné de son état major et de l'aide-de-camp du comte vice-roi.

La religion catholique était alors une arme politique entre les mains du gouvernement, et celui-ci ne négligeait pas le concours que lui apportait son influence réelle sur la majorité du peuple. Les religieux traversant la multitude, enveloppés de

leur manteau noir et quêtant dans des soucoupes d'argent des aumônes pour le salut de l'âme du patient, jetaient une note funèbre sur cet étalage de luxe et offraient avec lui un contraste tragique.

A huit heures la suite qui devait accompagner Tiradentes se rangea en face de la prison. De celle-ci à la place de Lampadoza où s'élevait la potence, deux rangées de soldats, les sabres au clair, étaient placées sur les côtés de la rue de la *Cadeia* (1), de la place de la *Carioca* et de la rue du *Piolho* (2). Trois régiments formaient un triangle autour de la potence. Des patrouilles à cheval écartaient les curieux qui s'approchaient de l'échafaud. On apercevait l'artillerie postée sur les hauteurs des collines du Castello et S. Antonio.

A huit heures et demie commença le défilé de l'escorte du condamné. En tête venait un escadron de cavalerie suivi par les musiques des régiments. Les divers représentants du clergé suivaient, puis la confrérie de la Miséricorde déployant un grand étendard blanc, et enfin les Franciscains chantant des psaumes funèbres. Au milieu de la sombre tache produite par leur costume noir, se détachait la figure héroïque du citoyen martyr, vêtu de la longue robe blanche qui était alors le vêtement des condamnés.

Tiradentes avait un crucifix dans ses mains enchaînées. Il marchait d'un pas ferme et résolu. Sa physionomie était pâle, fatigué par les trois années de souffrance qu'il venait de passer, sans aucune communication avec l'extérieur, dans une cellule sans air et sans lumière. Ses cheveux et sa barbe, considérablement accrus et à demi blanchis, tombaient sur ses épaules et sur sa poitrine. On voyait autour de son cou la corde qui devait le tuer et dont les bouts étaient portés par le bourreau qui marchait derrière lui.

(1) Aujourd'hui d'Assabléa.

(2) Aujourd'hui *Carioca*.

Les autorités civiles qui devaient assister à l'exécution venaient ensuite, montées sur de magnifiques chevaux et suivies d'un escadron de cavalerie.

Finalement on voyait rouler pesamment un chariot traîné par douze galériens, qui devait porter le cadavre mutilé de Tiradentes.

Le lugubre cortège défila lentement dans cet ordre, offrant au peuple le plus attristant et le plus décourageant des spectacles. Le gouvernement profitait de tous les moyens pour faire étalage de sa force, en prolongeant froidement le martyre de sa victime. Cependant Tiradentes, abattu par trois années de prison dans une cellule qui le contenait à peine, amaigri par trois années d'une mauvaise et insuffisante alimentation, agité par toutes les luttes de son sensible et grand cœur, n'eut pas un seul tremblement, une seule hésitation qui pût démentir un instant le courage et la fermeté de son âme.

A onze heures seulement, ce triste cortège arriva sur la place de Lampadoza où s'élevait la potence. Tiradentes gravit les degrés du gibet d'un pas ferme et demanda, comme dernière faveur, la permission de parler au peuple. Et, cela lui ayant été refusé, il pria alors qu'on abrégât le plus possible l'exécution. Mais les hommes qui avaient préparé la mise en scène de cette grande tragédie ne lui accordèrent pas même cela ; et le religieux José do Desterro, montant quelques degrés de l'échafaud, adressa au peuple un long sermon, prolongeant ainsi les angoisses de l'illustre martyr.

Ce sermon terminé, le bras du bourreau lança enfin dans le vide le corps du héros. Un gémissement immense et prolongé, qui fut couvert ensuite par le roulement des tambours, partit du sein de la multitude.

La barbare vengeance du gouvernement n'était pas encore assouvie. On vit le corps de Tiradentes s'agiter quelques instants dans l'air, sous celui du bourreau.

Lorsque tout fut fini, le religieux Raymundo de Penaforte,

môtant quelques degrés de l'échafaud, adressa encore au peuple un sermon, prenant pour texte les paroles suivantes de l'Ecclésiaste : « Ne trahis ton roi même par la pensée ; car les oiseaux mêmes porteront ta voix et dévoileront ton jugement. »

Peu de temps après, le chariot emportait le corps de l'immortel Brésilien, qui allait être exposé en morceaux sur le chemin de Minas-Geraes, tandis que la tête serait placée sur un poteau à Villa-Rica, jusqu'à ce que le temps la détruisit.

Le peuple, abattu, se dispersa retenant ses larmes, étouffant ses sanglots.

Le général Alvares de Andrade passa les troupes en revue et leur fit lire un ordre du jour sur la fidélité due aux souverains, dans lequel il faisait aussi ressortir la clémence de la reine qui avait changé en exil la peine de mort de tant d'autres vassaux infidèles.

Le 23 mai de la même année, trois navires levèrent l'ancre, conduisant les exilés sur les côtes d'Afrique.

Ainsi furent étouffées les premières aspirations du Brésil à l'indépendance.

Le colonel Joaquin Silverio dos Reis, pour échapper aux haines populaires, partit, abandonnant la plus grande partie de sa fortune, pour la province du Maranhão, au nord du pays, où il vécut poursuivi par les remords. Pour se soustraire un peu aux antipathies que son nom suscitait, il lui ajouta le surnom de *Montenegro* pris de ses ancêtres du Portugal.

CONCLUSION

Comme nous venons de le voir, l'épreuve fut dure et terrible pour les âmes généreuses qui, les premières, rêvèrent de délivrer leur patrie d'un joug oppresseur. Par le simple récit de ce qui se passa depuis le jour de l'emprisonnement de Tiradentes jusqu'à celui de son exécution, on peut se faire une idée du despotisme, de la sévérité gouvernementale qui pesaient alors sur les Brésiliens. Il permet aussi d'apprécier la légitimité de la conduite des caractères énergiques et indépendants qui voulaient conquérir et laisser à leurs descendants une situation plus heureuse et plus digne.

Il faut encore remarquer que le gouvernement, dans sa répression du mouvement émancipateur, ne se borna pas à la punition matérielle de quelques-uns, il s'efforça surtout de peser sur les consciences, de comprimer et d'éteindre au sein de la population toute idée progressive. Il ne se contenta pas de la simple application de la peine capitale au promoteur de la tentative d'émancipation. Il s'efforça par tous les moyens de déprécier le courage et l'abnégation civiques du grand citoyen qui n'abjura jamais, même devant les tortures de l'échafaud, ses aspirations libératrices et sa foi républicaine. C'est ainsi que le gouvernement voulut faire croire que la sérénité et le courage montrés par Tiradentes en marchant à la mort résultaient de ce qu'il reconnaissait ses erreurs et la nécessité de les expier, en un mot de la consolation qu'apporte avec lui tout profond et sincère repentir chez un vrai catholique.

On avait déporté aux côtes d'Afrique l'élite de la société brésilienne, laissant les familles non seulement sans chefs mais aussi dans une extrême misère, par la confiscation de tous leurs biens. Et comme si tout cela ne suffisait pas encore, on livra chaque descendant de ces révolutionnaires à la haine et au mépris public en les marquant du sceau de l'infamie, peine à laquelle les âmes les plus délicates ne purent résister ; telles la fille d'Alvarenga, qui mourut peu de temps après, et son épouse chérie qui devint folle.

Le gouvernement, cependant, réussit-il, en agissant avec cette rigueur, à tuer pour toujours l'hydre à cent têtes qu'il redoutait tant ?

Il est vrai que le coup avait porté, et que l'idée d'indépendance resta, pendant bien des années, à l'état latent dans toute cette région méridionale de la colonie. Mais la pensée libératrice s'était ouvert un chemin vers le Nord, et en 1817 éclatait à Pernambuco, sous la direction du vaillant Domingos José Martins, une grave révolte contre la domination portugaise. Ce mouvement, qui gagna bientôt les provinces de Parahyba et de Rio-Grande-do-Norte et qui faillit s'étendre aux provinces méridionales, fut encore étouffé avec une extrême rigueur, et non seulement son chef mais aussi douze de ses lieutenants furent jugés militairement et subirent la peine capitale, sans parler des nombreuses condamnations à la prison.

Ces échecs pourtant ne diminuaient pas le courant émancipateur. Au contraire, les exemples héroïques des promoteurs de ces mouvements donnaient une vigoureuse impulsion à l'aspiration d'indépendance devenue déjà nationale.

Finalement, en 1822, la sagesse d'un homme de génie, José Bonifacio de Andrada e Silva, se servant des visées ambitieuses d'un prince, parvint à éviter les révolutions qui menaçaient d'éclater dans tout le pays, en proclamant l'indépendance de la colonie et la fondation de l'empire brésilien,

La présence accidentelle au Brésil d'un membre de la famille royale du Portugal, fut cause que cette séparation décisive s'effectua en conservant au gouvernement la forme monarchique, contrairement à ce qui s'était passé dans les autres colonies américaines.

Au commencement du siècle, lorsque Bonaparte entraînait l'Europe entière dans une sanglante orgie militaire, arrêtant l'impulsion progressive de la révolution de 1789, le Portugal ne put échapper au vandalisme de ce funeste génie de la guerre. En 1807 l'armée française, sous le commandement du maréchal Junot, envahissait le Portugal, obligeant la famille royale à gagner avec toute la cour sa colonie américaine. Elle ne retourna en Portugal qu'en 1821, laissant au Brésil comme gouverneur provisoire le prince D. Pedro.

Le pays avait joui de sa propre autonomie et acquis un grand développement pendant la résidence de la famille royale de Portugal ; son administration n'était plus compatible avec la domination de la métropole. Le 7 septembre 1822 l'indépendance du Brésil fut proclamée, et le 2 juillet de l'année suivante les dernières troupes portugaises quittaient le sol brésilien. Le Portugal n'était plus de force à lutter avec un pays devenu plus puissant que lui ; il dut accepter le fait accompli.

On ne peut douter que la forme de gouvernement adoptée par le grand José Bonifacio, d'après les éléments dont il pouvait alors disposer, n'ait été la plus opportune et la plus prudente pour l'époque. La concentration constitutionnelle du gouvernement impérial maintint plus aisément l'ordre matériel, mit un frein aux passions politiques déchainées, et procura au pays un développement industriel qui, sans devenir rapide, fut toujours fécond et sûr.

Mais l'empire n'était pas la forme définitive de gouvernement désirée par la population, et le mouvement révolutionnaire dut continuer son évolution. Une nouvelle révolution éclata à Pernambuco, en 1824, et les désastres de la guerre de l'Uruguay occa-

sionnèrent une continuelle effervescence politique qui se prolongea pendant plusieurs années, surtout dans la partie sud du pays.

D. Pedro I, en présence des luttes et des troubles qui se reproduisaient sans cesse dans toute l'étendue de l'empire, résolut de quitter le trône, et le 7 avril 1831 il abdiqua en faveur de son fils D. Pedro II. Celui-ci n'ayant alors que cinq ans, une régence composée de Brésiliens distingués gouverna jusqu'en 1840. A cette époque D. Pedro II prit légalement le gouvernement du pays.

A partir de 1831 commença pour la nation une longue période d'ordre public. Ce calme apparent, exempt de luttes révolutionnaires, n'était pourtant que le précurseur de la lutte décisive. Il procura au pays le repos nécessaire à l'enfantement du suprême mouvement.

Dans le domaine des idées, une évolution silencieuse mais féconde avait atteint le pays tout entier. Dans la matinée du 15 novembre 1889, le Brésil célébrait le centenaire de la Révolution française par la fondation de la République, sous la direction du grand patriote Benjamin Constant Botelho de Magalhães ; et cela sans verser une seule goutte de sang, sans un cri d'opposition, sans la moindre injure au pouvoir déchu. La révolution se bornait à renvoyer en Europe la dynastie que le vieux continent lui avait fournie il y avait deux tiers de siècle : plante exotique qui n'avait pu s'acclimater dans l'atmosphère du Nouveau-Monde.

Lorsque l'on connaît les efforts successifs que fit ce peuple, dès sa première enfance, pour repousser les étrangers envahisseurs ; lorsque l'on sait que, dès sa seconde enfance, il commença déjà, quoique prématurément, à rêver de la république, comme le prouve la *Conjuration Mineira* ; lorsqu'on le voit ainsi croître en combattant toujours vaillamment pour la conquête de la liberté, on regarde comme un phénomène très naturel, qu'à l'époque de sa virilité, il se soit débarrassé du régime monarchique, d'une

chiquenaude, comme on écarte un grain de poussière ou un insecte gênant.

Dans la société comme dans la nature, « tout se tient, tout converge, tout conspire ». Ainsi la succession des efforts momentanément infructueux que nous avons rappelés, permit précisément le succès de cette révolution qui proclama la république au Brésil, au milieu des sourires et des fêtes. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous devons honorer, comme elles le méritent, les mémoires de ces vaillants ouvriers qui, se blessant aux épines de la route, affrontant les reptiles, luttant contre les intempéries, souffrant et combattant jusqu'à la mort, ouvrirent peu à peu dans la forêt obscure du passé le chemin par lequel ont passé librement et couverts de fleurs les révolutionnaires de 1889.

Tel est le but du centenaire actuel. Nous avons montré l'évolution historique des événements et nous avons essayé de caractériser l'époque avec toutes ses aberrations, toutes ses coutumes barbares. Il est évident que la tentative prématurée de Tiradentes, disposant d'éléments si insuffisants, devait fatalement échouer. Mais le mérite et l'abnégation de l'illustre patriote sont précisément mis en relief par la précocité de sa tentative, la modicité de ses moyens d'action, l'état de passivité dans lequel se trouvait alors l'ensemble de la population.

Dans le cas de Tiradentes se manifeste en toute évidence ce grand principe de sociologie : « Les vivants sont toujours et de plus en plus gouvernés par les morts. » L'influence du grand citoyen sur les générations qui lui ont succédé a toujours été en augmentant. Dès son exécution sa mémoire vécut dans l'imagination des hommes, dans le cœur des femmes. Mais la peur inspirée par la sévérité gouvernementale arrêtait l'expression de la reconnaissance et de l'admiration sur les lèvres du peuple. Personne n'osait parler des événements de la tentative révolutionnaire. Mais par ce mutisme même, imposé par la terreur, l'image du patriote et le souvenir de ses actions augmentait d'intensité dans toute âme brésilienne.

Les années s'écoulèrent, les rigueurs politiques diminuèrent : les mères racontaient à leurs enfants, au sein du foyer, la vie de Tiradentes. Plus tard les pères conduisirent leurs fils aux lieux où s'étaient passées les principales scènes du lugubre drame de la conjuration. Les enfants grandirent ayant gravée dans le cœur l'histoire du grand Brésilien et la transmirent aux petits-fils de la première génération. Elle passa ainsi de bouche en bouche, et quelques années plus tard la *Conjuration Mineira* était légendaire dans les provinces de Minas-Geraes et de Rio-de-Janeiro.

Ce n'est pas tout. Les historiens vinrent ensuite, examinant les pièces du procès, réunissant les données des chroniques du temps. Ils réussirent à faire une pleine lumière sur les événements de 1792. L'histoire confirma la légende.

Alors les hommes les plus doués d'ardeur civique furent instinctivement portés à se grouper sous l'égide de la figure caractéristique de Tiradentes. De là la formation, à Rio-de-Janeiro, d'un Club qui prit le nom du grand patriote, et qui, véritable machine de guerre pendant le second empire, maintint le culte de la mémoire du héros martyr.

Cependant l'époque rappelée par la célébration du centenaire de Tiradentes, si on la jugeait d'après les préjugés révolutionnaires et métaphysiques de la démocratie, pourrait conduire les Brésiliens à haïr leur propre race. Mais prétendre juger les actes de générations passées avec la sévérité prescrite par les lumières et les principes moraux que nous possédons aujourd'hui, grâce justement aux travaux antérieurs de ces mêmes générations, serait aussi illogique qu'injuste. « On n'appréciera jamais, dit Auguste Comte, le vrai spectacle historique sans une profonde vénération envers l'ensemble du passé (1). » Les vagues principes négativistes des libres penseurs les conduisent à juger exclusivement le catholicisme d'après sa décadence actuelle, ou,

(1) *Système de Politique Positive*, t. III, p. 96.

d'après les abus et les excès de l'inquisition, sans considérer les immenses services qu'il rendit au moyen âge; de même la politique démocratique conduit ses adeptes à ne voir que les fautes de nos ancêtres, sans apprécier tout ce que nous leur devons, le précieux héritage matériel, intellectuel et moral qu'ils nous ont légué.

Le Positivisme au contraire nous fait éprouver le plus grand respect et la plus grande gratitude pour tout ce que nous devons de noble et de bon à la Patrie occidentale qui élabora tous les éléments de la civilisation catholico-féodale, et nous les transmet avec une maternelle sollicitude.

Nous devons donc accepter intégralement l'héritage du Portugal, ses fautes comme ses vertus, les dommages qu'il nous a causés comme les trésors affectifs et intellectuels qu'il nous a légués. Notre répudiation collective de la mère-patrie serait encore plus révoltante que celle du fils qui, arrivé à l'âge viril, renierait sa vieille mère qui aurait sacrifié pour lui sa vie entière.

Loin donc de regretter notre origine portugaise, nous devons nous enorgueillir d'une aussi digne ascendance. Les esprits révolutionnaires du Brésil sont souvent portés à dire : Combien nous serions plus avancés si le Brésil avait été découvert par un pays plus progressiste que le Portugal, tel que la Hollande ou l'Angleterre ! Il est bien facile de montrer que ce désir est tout à fait inconsideré, et que nous sommes au fond plus avancés que les colonies fondées par les pays protestants.

Notre richesse matérielle, il est vrai, n'est pas prodigieuse, notre sol n'est pas sillonné de voies ferrées ni couvert de machines et appareils industriels; mais par contre ses habitants possèdent ce qu'il y a de plus précieux : un cœur dévoué et accessible aux impulsions les plus nobles et les plus généreuses, un caractère capable des entreprises les plus hardies, une intelligence ouverte aux productions les plus transcendantes de l'esprit humain.

Déjà, en 1835, un historien distingué, Ferdinand Denis, disait à cet égard : « Si, en tenant compte du temps où ils ont pu se livrer sérieusement à des travaux intellectuels, on examine les productions des Brésiliens, et si on les compare sous le rapport de l'art aux autres peuples de l'Amérique, n'en doutons pas, c'est à eux dès à présent que doit appartenir la prééminence, et c'est eux sans doute qui la conserveront dans l'avenir. Aux États de l'Amérique du Nord, les grandes combinaisons politiques, le développement de l'industrie ; aux États de l'Amérique du Sud et surtout au Brésil, le feu intelligent des arts, les innovations dans la science, et même la compréhension des grands mouvements sociaux qui doivent guider le monde (1). »

Cette dernière prévision est pleinement confirmée par l'accueil que reçoit de nos jours au Brésil la doctrine positiviste, destinée à réorganiser finalement les sociétés humaines.

Cette aptitude spéciale nous est commune avec la population hispano-ibérique, et c'est d'elle que nous l'avons reçue. Auguste Comte a signalé dans sa *Politique Positive* cette meilleure disposition des nations catholiques à accepter la Religion de l'Humanité, et il y remarque même que leurs appendices de l'Amérique de Sud se trouvent dans des conditions plus favorables encore sous ce rapport. « Il suffit d'agrandir, dit-il, cette appréciation (il s'agit de l'Espagne) pour sentir combien la transition organique se trouvera facilitée dans le milieu résulté de l'expansion américaine, ou même océanienne, du double élément ibérique. Car les dispositions spécialement favorables à l'ascendant politique et religieux du positivisme y sont autant temporelles que spirituelles (2). »

Soyons donc remplis de reconnaissance et d'amour pour notre mère-patrie.

Lorsque nous avons décrit l'époque à laquelle surgit Tira-

(1) *Le Brésil*, Paris, 1835, p. 102 et 103.

(2) *Système de Politique Positive*, IV, 489-490.

dentés, ce ne fut pas dans le but hostile d'éveiller et de nourrir des antipathies et des rancunes à l'égard de notre ancienne métropole. Non ! Notre désir fut de glorifier le premier martyr de notre indépendance, car oublier ses généreuses aspirations et ses courageux exemples serait aussi rompre avec le passé ; ce serait procéder injustement envers l'un des pères de l'érection du Brésil en nation indépendante. Et pour apprécier Tiradentes il fallait bien connaître le milieu où il surgit.

Pour ne pas juger trop sévèrement nos ancêtres portugais, il faut envisager d'une part leurs défauts et leurs fautes, et de l'autre, les bénéfices et les avantages que nous leur devons. L'importance des derniers l'emporte sans aucun doute sur l'influence des premiers. Par conséquent la gratitude et le respect doivent nous porter à rechercher les causes qui expliquent et atténuent les rigueurs et les injustices de ceux qui gouvernèrent notre enfance comme peuple.

Ce qui survint alors au Brésil entre Portugais et colons, fut semblable à ce qui se passa durant tant d'années entre Brésiliens blancs et Brésiliens nègres ; et des faits de même nature se produisent à notre époque, dans tous les pays, entre patrons et ouvriers. « Il faut des devoirs pour faire des sentiments. » Dès que cette grande loi de Morale n'est pas observée, dès que les devoirs religieux et civiques n'existent pas ou sont vagues et inapplicables, les abus, la tyrannie, l'exploitation des faibles par les forts, apparaissent inmanquablement.

Ce phénomène s'explique lorsque l'on possède une théorie positive de l'âme humaine. Cette théorie nous apprend que les forces impulsives de l'homme sont réparties en égoïstes et altruistes et que les premières sont beaucoup plus nombreuses et plus puissantes que les dernières. Il en résulte pour chaque individu une inclination spontanée vers le mal, et la nécessité habituelle d'un effort sur soi-même pour agir avec désintéressement, intelligence et vigueur.

Afin d'abattre notre orgueil et de diminuer notre prétention

à juger avec une extrême sévérité les abus des temps coloniaux, nous devons penser à la rigueur avec laquelle pourraient aussi nous juger nos descendants. Deux responsabilités bien lourdes pèsent, en effet, sur les peuples américains : l'esclavage des nègres et la destruction des Indiens. Heureusement le flambeau de la science positive éclairera la postérité : elle nous jugera moins sévèrement que nous ne jugeons la priorité.

Ce que la raison nous conseille c'est d'atténuer et de réparer les fautes de nos ancêtres, puis de travailler autant que nous le pouvons pour les générations futures, en augmentant pour elles le précieux héritage physique, intellectuel et moral que nous avons reçu du passé.

Dans le cas spécial du précurseur de notre indépendance politique, le moyen le plus efficace de diminuer les crimes de nos ancêtres portugais, c'est de glorifier chaque jour avec une ardeur et un enthousiasme croissants la mémoire de l'homme qui fut, pour nous servir, victime des haines et des vengeances des agents du gouvernement d'alors.

Et s'il est permis à l'auteur de ces lignes d'avancer ici un fait personnel, le lecteur comprendra que, en dehors des motifs généraux, une raison toute particulière doit contribuer à entretenir son culte pour la mémoire de Tiradentes : il est un des arrière-petits-fils du colonel Joaquim Silveiro des Reis Montenegro.

Dès ma première enfance j'ai été impressionné par les conversations des vieux parents qui, soucieux de leur origine nobiliaire, parlaient souvent de la *Conjuration Mineira*, s'efforçant de justifier la conduite du colonel en lui attribuant un noble instinct de fidélité au trône dont il était le vassal.

Les épisodes si dramatiques de la légende de Tiradentes frappèrent d'abord vivement mon imagination enfantine. Peu à peu, avec les ans, naquit chez moi une sympathie croissante pour le martyr, et à douze ans je vénérâis avec enthousiasme sa mémoire : j'étais républicain. Plus tard la théorie scientifique

sanctionna ces premières impulsions du cœur, et transforma ce sentiment spontané en culte systématique.

Ayant voué la plus ardente vénération au martyr, je m'efforce de diminuer la part de responsabilité qui revient au traître qui fut un de mes ancêtres directs, dans le grand crime commis il y a un siècle.

La région du Brésil où l'action de Tiradentes se fit directement sentir, fut, comme nous l'avons dit, le laboratoire le plus puissant des idées républicaines pendant la monarchie. Après l'avènement de la république, l'admiration et le respect pour la mémoire du grand citoyen ne peut que s'accroître et jeter des racines profondes dans le cœur des populations.

Lors du premier anniversaire de l'héroïque patriote qui se célébra à Rio-de-Janeiro, après la proclamation de la république, le Club Tiradentes organisa une grande et solennelle procession, et donna la place d'honneur à l'Apostolat Positiviste. Ce fut alors que, pour la première fois, on vit la population saluer en place publique le buste du grand patriote porté par les jeunes gens des écoles supérieures, à la tête desquels marchaient les directeurs et les membres de l'Apostolat Positiviste, dressant leur étendard religieux.

Aujourd'hui le Club Tiradentes est devenu aussi un bataillon de volontaires se donnant pour but la défense des principes et des institutions républicaines.

La fondation de la république réalisa donc pleinement les aspirations sublimes quoique prématurées de l'immortel Tiradentes. Grâce aux fruits portés par son dévouement civique, nous pouvons célébrer aujourd'hui son premier centenaire sous une forme de gouvernement exempte des privilèges qui permettent à une minorité de citoyens d'exploiter et d'opprimer la majorité de la nation.

Cela ne veut pas dire que le Brésil soit le meilleur des Etats, et que l'idéal poursuivi par les grands citoyens de la république soit entièrement réalisé. Non, il faudrait pour croire cela

ignorer la lenteur nécessaire de toutes les profondes transformations sociales. On ne peut corriger l'individu de ses vieilles et mauvaises habitudes aussi facilement qu'on l'avertit et l'éclaire; à plus forte raison, l'amélioration doit-elle être difficile et lente lorsqu'il s'agit d'un être collectif.

Dans le but de respecter l'autonomie des différents États, notre république adopta dans sa constitution la forme fédérative. Ainsi se trouve préparée la future subdivision politique du pays qui se fera graduellement en vertu de l'évolution sociologique dont nous avons parlé au commencement de ce travail.

Mais, comme nous l'avons montré en même temps, il est indispensable qu'aucune séparation ne se fasse inopportunément, c'est-à-dire avant que l'unité religieuse puisse relier tous les États dans une même communauté des vues et de croyances.

Or cela ne pourra avoir lieu que lorsque, dans chaque État, le Positivisme aura obtenu l'adhésion des esprits dirigeants. Jusque-là les aveugles et anti-patriotiques tentatives de séparation ne pourront avoir d'autre résultat que de provoquer des malheurs et d'amener fatalement des rétrogradations. Les États qui se sépareraient dans de telles conditions ressembleraient à des enfants prodiges reniant les bienfaits paternels et les regrettant bientôt après.

Les troubles qui ont agité le Brésil depuis la proclamation de la république, proviennent de l'état métaphysique dans lequel se trouvent encore mentalement la plupart de ses hommes politiques. Cet état cérébral étant aussi celui de la majorité des hommes politiques français, nos perturbations intérieures ne sont que la reproduction amoindrie des troubles qui ont si souvent agité la France depuis un siècle.

Comme nous l'avons dit dans notre Introduction, en nous basant sur la démonstration sociologique d'Auguste Comte, la France est aujourd'hui maîtresse du monde par son influence intellectuelle et sociale. Tout le monde sent cela d'une manière vague et confuse; les positivistes le démontrent scientifique-

ment. Mais si cette influence est considérable non seulement en Europe, mais aussi dans l'Amérique du Nord, elle est immense dans les pays de l'Amérique du Sud, issus comme la France de la civilisation latine. Paris a sur ces nations presque autant d'ascendant que sur les provinces françaises.

Cette influence, glorieuse pour la France, lui impose en retour de bien graves responsabilités, lorsque manquant à sa mission elle prolonge l'état révolutionnaire, de manière à porter partout l'anarchie mentale, morale et politique.

Le régime parlementaire, basé sur la souveraineté du peuple, principe aussi fictif et illusoire que celui de la volonté de Dieu sur lequel s'appuyait la royauté, est un des éléments fondamentaux de l'anarchie et de l'instabilité politiques qui troublent la France depuis la révolution de 1789. Ce régime si funeste fut naturellement adopté par les républiques de l'Amérique du Sud, où il produisit des résultats encore plus déplorable, car ces nations toutes nouvelles et dépourvues d'éléments d'organisation provenant du passé, demeureraient beaucoup plus exposées que la France aux agitations révolutionnaires. Ces agitations ne prendront fin que lorsque la France aura donné l'exemple d'un régime républicain stable et ferme, inaugurant un ordre social vraiment progressif.

Il faut pour cela qu'il surgisse en France un homme d'État venant appliquer les solutions du problème social, résolu, il y a plus de quarante ans, par Auguste Comte, à l'aide des éléments élaborés empiriquement par la révolution de 1789.

Ce problème consiste à fonder une dictature républicaine, à établir systématiquement ce que réalisa spontanément Frédéric le Grand d'après le vœu de Hobbes : concilier l'ordre matériel avec une pleine liberté spirituelle.

Cette conciliation est incompatible avec la domination d'une assemblée ; elle ne peut être établie que par le pouvoir personnel d'un homme d'État. Mais celui-ci ne surgira point par voie électorale ; l'expérience du passé nous montre qu'il n'y a pas

d'élection capable de faire surgir, dans n'importe quelle branche de l'activité humaine, un Raphaël, un Mozart, un Dante, un saint Paul, un Descartes, un Cromwel, un César, un Auguste Comte, en un mot, un homme de génie.

Ce grand homme d'État ne saurait tarder à apparaître.

Les dangers de la patrie menacée font éclore des hommes d'un grand talent militaire, qui s'appuyant sur la masse populaire sauvent les intérêts de tous ; de même, — l'histoire nous l'apprend, — l'ensemble des besoins prolongés de la société fait surgir finalement de la foule inconnu l'organe destiné à sauver la situation générale. Ce sont là les généraux en chefs qui ont guidé jusqu'à ce jour et qui guideront toujours la grande armée anonyme du genre humain dans les plus sublimes conquêtes de sa mission sur la terre.

Et cet homme prédestiné que les esprits les plus avancés de l'Occident attendent anxieusement ne peut surgir qu'en France, car aujourd'hui Paris est le centre du monde. « Paris, disait Auguste Comte, c'est la France, c'est l'Occident, c'est l'Europe, c'est la Terre. »

La France est par cela même le siège principal des ravages produits par la crise que traverse l'Occident depuis 1789. Tout chez elle est profondément ébranlé : morale individuelle, morale domestique, morale sociale. Tout le monde voit le désordre, tout le monde s'en plaint, tout le monde le blâme ; on en cherche le remède, tantôt dans des panacées éphémères, tantôt dans des théories qui sont de vrais produits du désespoir ; tel l'anarchisme.

Depuis longtemps, au sein des sociétés modernes, et surtout de la société française, tout révélait l'anxiété avec laquelle était attendu le nouveau messie qui viendrait mettre fin au terrible désordre révolutionnaire, par la fondation d'une nouvelle doctrine.

En 1809, le grand De Maistre écrivait ceci : « Attendez que l'affinité naturelle de la religion et de la science les réunisse

dans la tête d'un seul homme de génie ; l'apparition de cet homme ne saurait être éloignée et peut-être existe-t-il déjà. Celui-là sera fameux et mettra fin au XVIII^e siècle, qui dure toujours, car les siècles intellectuels ne se règlent pas sur le calendrier comme les siècles proprement dits. » Eh bien ! Auguste Comte, l'homme de cette prophétie, était en effet né depuis 1798, et il résolut le problème posé par De Maistre.

Malheureusement pour la France et pour le monde entier, la solution théorique du grand problème social découverte par le génie incomparable d'Auguste Comte, reste encore inconnue des Français. Ses œuvres immortelles sont encore dans l'ombre.

Cependant l'homme d'État qui ouvrira l'ère nouvelle de la régénération sociale par l'application des principes exposés par le plus grand des philosophes, est peut-être déjà né ; et il ne tardera pas à apparaître sur la scène de la politique française.

La France prendra alors, sciemment, sa place à la tête de la civilisation, et donnera au monde l'exemple de la vie sociocratique future, où le prolétariat se trouvera enfin dignement incorporé dans l'ordre social. Autour d'elle viendront se rallier, les premières, les nations de l'Amérique du Sud, et successivement toutes les populations de la terre, afin de constituer l'unité finale du genre humain dans une même communauté d'amour et de foi par l'ascendant de la Religion Universelle.

A P P E N D I C E

I

A Monsieur le Dr SAMPAIO FERRAZ, Président du « Club Tiradentes. »

Paris, 24 Mars 1892.

CONCITOYEN,

Les soussignés, représentants de la jeunesse brésilienne à Paris et à Berlin, obéissant aux nobles inspirations du patriotisme, résolurent, dans une réunion, de célébrer le 1^{er} centenaire de l'immortel Tiradentes.

Cette manifestation a pour nous une double signification.

D'abord elle exprime notre enthousiasme, notre vénération et notre reconnaissance envers l'héroïque précurseur de notre indépendance politique : le vaillant patriote et martyr qui paya de sa vie son sublime dévouement à la liberté du Brésil ; le plébéien obscur et presque illettré, mais doué d'un cœur si magnanime que lorsqu'il fut enflammé par l'amour sacré de la Patrie, il s'éleva jusqu'à ces hauteurs où planent les figures illustres de José Bonifacio et de Benjamin Constant,

formant avec eux la trinité auguste de notre constitution nationale.

En second lieu, de notre part, cette manifestation vient prouver que les jeunes Brésiliens actuellement en Europe, quoique attristés et pleins de soucis et de craintes en présence des jours malheureux et difficiles par lesquels passe la Patrie, ont toujours son image présente dans leur cœur et se sentent encore animés du plus noble enthousiasme pour les gloires immortelles de son passé, les saintes aspirations de son présent, et les brillantes promesses de son avenir.

Solidaires dans le malheur comme dans la prospérité avec la nation à laquelle nous sommes fiers et heureux d'appartenir, nous ne deviendrons jamais médisants ni ingrats envers elle. Et si nous sommes ici, c'est pour nous éclairer des lumières de l'Europe vénérée, afin d'apporter ensuite notre concours de dévouement et de civisme à la consolidation de l'Ordre et au développement du Progrès de cette Patrie bien-aimée, à laquelle sont certainement réservées les plus hautes destinées dans l'histoire du monde, soit par le fait de l'exubérante richesse de son territoire, soit à cause des traditions et des qualités remarquables de sa population.

Soyez donc, auprès de notre Patrie, Citoyen Président du « Club Tiradentes », l'interprète des sentiments que nous éprouvons, en ce jour solennel où, du nord au sud, dans toute l'immense étendue de son territoire, se célèbre avec joie le centenaire du premier martyr de notre liberté.

Votre beau poste de chef de cette légendaire et respectable phalange de vétérans de la république qui, dans tous les temps, ont maintenu le culte de la mémoire de Tiradentes, nous a conduits naturellement à déposer entre vos mains le présent message.

Avec lui vous recevrez une couronne de chêne et de laurier, signe matériel du patriotisme qui nous anime, et que nous vous demandons de faire placer sur le piédestal du monument

que l'on inaugure dans l'État de Minas-Geraes en honneur de son glorieux martyr.

Salut et Fraternité.

Ruy de PAULA SOUZA,
 João RIBEIRO DE BARROS junior,
 José Alves PEREIRA DE MELLO,
 Fernão PÁES DE BARROS,
 José FERREIRA DE CAMARGO,
 Gabriel RIBEIRO DOS SANTOS,
 Arthur CINCINNATO DE ALMEIDA LIMA,
 Dr Augusto VIANNA,
 Dr João TEIXEIRA,
 Dr José FERREIRA,
 Domicio DA GAMA,
 Bento PÁES DE BARROS,
 Antonio BARROS PAULA SOUZA,
 Arthur de OLIVEIRA FAUSTO,
 João Ludovico MARIA BERNA,
 Oscar Pereira da SILVA,
 A. Francisco BRAGA.
 Dr Francisco BHERING,
 Montenegro CORDEIRO,

II

LE CENTENAIRE DE TIRADENTES

En souvenir de l'anniversaire du centenaire de Tiradentes, l'un des précurseurs des idées républicaines au Brésil, un certain nombre de jeunes Brésiliens, habitant Paris, ont tenu à faire acte de patriotisme en adressant un télégramme de féli-

citations au vice-président de la République et en offrant, le 21 avril dernier, une superbe gerbe de fleurs à M. G. de Piza, ministre des États-Unis du Brésil en France.

Hier matin, M. G. de Piza recevait un télégramme dans lequel le ministre des affaires étrangères de Rio-de-Janeiro le chargeait de remercier, au nom du président de la République, la jeunesse brésilienne de Paris de ses félicitations et de ses vœux.

M. Montenegro Cordeiro, un de nos distingués compatriotes, nous écrit à ce sujet :

« Paris, 1^{er} César 104 (22 avril 1892).

« Hier, jour anniversaire du premier centenaire de l'immortel Tiradentes, les étudiants républicains brésiliens, actuellement à Paris, ont célébré de la manière suivante cette date si solennelle de notre histoire nationale :

« Dès le matin, ils ont adressé un télégramme de félicitations au président de la République brésilienne, le priant de vouloir bien être, auprès de la nation, l'interprète des sentiments civiques de la jeunesse, en ce moment séparée de la Patrie par l'Océan.

« Le soir une députation allait complimenter le citoyen Gabriel de Piza, ministre plénipotentiaire du Brésil en France, et lui présenter, au nom de ses camarades et de ses coreligionnaires, les vœux de tous en ce grand jour que commémore la Patrie.

« Une autre députation plaçait des couronnes civiques sur les pedestaux des statues de Diderot et de Danton, les deux meilleurs représentants, en théorie et en pratique, des idées de la société moderne qui ont éclos avec la Révolution française de 1789 et dont la Révolution brésilienne de 1889 fut un écho.

« Les étudiants se sont rendus, ensuite, au cimetière du Père-Lachaise où ils ont déposé une couronne de chêne et de laurier sur le tombeau d'Auguste Comte, le philosophe qui systématisa les aspirations empiriques de cette même révolution française, et dont l'influence se fait si grandement sentir dans le mouvement politique et social de notre Patrie.

« Salut et fraternité.

« MONTENEGRO CORDEIRO,
1, place de l'Estrapade.

(Extrait du *Brésil* du 24 avril 1892.)

13

C/438

Nico
03-06
03/01

C 43